

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

N° 497 du 13.11 au 6.12.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré à part

Projet de déclaration unilatérale d'un État palestinien.

Abbas ne se présentera pas aux élections : un coup de tête ou une décision américaine ?

Le jour où le monde libre a laissé tomber Gaza.

De l'importance des îles Salomon pour Israël.

Le jour de fête musulmane, les occupants israéliens bombardent Gaza...

Sanctions contre des soldats de l'unité Nah'shon. Plusieurs d'entre eux, refusant d'obéir aux ordres ...

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

Tiré a part

## Projet de déclaration unilatérale d'un État palestinien.

Les Palestiniens veulent obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il appuie la proclamation unilatérale de leur État, en raison du blocage des négociations de paix avec Israël, a affirmé dimanche le principal négociateur palestinien.

«Nous avons décidé de nous adresser au Conseil de sécurité pour essayer d'obtenir son soutien à la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale et dont les frontières seraient celles de juin 1967» avant l'occupation israélienne, a déclaré à l'AFP ce négociateur Saëb Erakat.

«Nous allons chercher à obtenir l'appui de l'Union européenne ainsi que celui de la Russie et d'autres pays», a-t-il ajouté.

Plusieurs ministres israéliens ont aussitôt mis en garde les Palestiniens contre toute démarche unilatérale.

«Les démarches unilatérales ne mèneront pas aux objectifs que nous cherchons à atteindre» par la négociation, a déclaré aux journalistes le vice-Premier ministre Sylvan Shalom avant la séance hebdomadaire du cabinet.

«Nous voulons des négociations directes» de paix, a-t-il ajouté en allusion à la suspension de celles-ci depuis l'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza l'hiver dernier.

«Cette initiative hostile supprimerait tout espoir de négociations de paix. S'ils (les Palestiniens) vont de l'avant dans leur projet de proclamation unilatérale d'un État, nous devons étendre notre contrôle sur les secteurs C» de la Cisjordanie, a de son côté affirmé le ministre des Infrastructures Uzi Landau (Israël Beiténou - droite nationaliste).

Les secteurs C de la Cisjordanie occupée sont contrôlés par la police de l'Autorité palestinienne, et l'armée israélienne y assume la sécurité globale.

Le ministre chargé des affaires de la Diaspora, Yuli Edelstein, s'est pour sa part élevé contre les propos de M. Erakat.

«Ils prouvent que parmi les dirigeants palestiniens, il y en a plusieurs qui croient toujours pouvoir atteindre leurs objectifs par la violence et le terrorisme», a-t-il déclaré à l'AFP.

«J'espère que la communauté internationale ne coopérera pas avec ce projet et s'exprimera clairement en faveur de l'unique approche possible, à savoir la tenue de négociations directes», a-t-il ajouté.

Le président palestinien Mahmoud Abbas exige qu'Israël gèle totalement la colonisation avant toute reprise des pourparlers de paix. Selon des responsables palestiniens, il a été heurté par la récente volte-face de l'administration américaine sur ce point.

Agence France-Presse

15 novembre

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/15/01-921883-projet-de-declaration-unilaterale-dun-etat-palestinien.php>.

## Abbas ne se présentera pas aux élections : un coup de tête ou une décision américaine ?

Le président de l'autorité palestinienne a déclaré qu'il n'irait pas briguer un deuxième mandat.

Cette déclaration donnée dans un discours, le 5 novembre, a-t-elle été faite pour se sauver la face, après avoir vu le processus de paix tomber dans un échec cuisant ? Ou tout simplement, ne serait-ce qu'une décision américaine, préalablement prise, pour se débarrasser de lui ?

### Plusieurs gifles

Après le discours d'Abbas, il est bien clair que Washington n'a donné aucun signe montrant son attachement à lui, aucun signe montrant sa volonté de regarder de près ses dires accusant les Américains d'être complètement aux côtés des Israéliens. En fait, ces Américains, via la secrétaire d'Etat américaine des affaires étrangères Hillary Clinton, ne considèrent plus le gel de la colonisation comme une condition préalable à une reprise des négociations palestino-sionistes. Les Américains n'ont fait aucune attention à ses huit points suggérés pour faire bouger les négociations gelées.

Cette même Hillary Clinton a commenté la volonté du départ d'Abbas. Elle ne s'est aucunement montrée inquiétée de ce départ, bien qu'Abbas soit l'ingénieur d'Oslo, bien qu'il soit parmi les premiers à avoir appelé à laisser tomber la résistance au profit de la paix, qui tarde à venir.

Beaucoup d'observateurs palestiniens croient que le refus d'Abbas n'est que subterfuge, une scène de théâtre pour faire pression sur les Américains et les Israéliens afin qu'ils l'aident à renforcer sa place et surtout à retrouver une popularité perdue, notamment après sa position douteuse par rapport au rapport de Goldstone.

### On veut se débarrasser d'Abbas

L'ancien président de l'OLP Farouq Al-Qaddomi remarque que ce n'est pas la première fois qu'Abbas fait une telle déclaration. Il pourrait changer d'avis. Il l'a déjà fait lorsqu'il était premier ministre, à l'époque d'Arafat.

Le problème d'Abbas, c'est que les Américains n'ont donné aucune attention à sa déclaration, dit Khaled Mechaal, président du bureau politique du Hamas.

Les Américains, eux-mêmes, ont connu un échec cuisant dans leur volonté déclarée d'obliger "Israël" à geler la colonisation, même pour une durée d'un an seulement ! En effet, ils ne veulent pas fâcher les Israéliens. Mais que les Arabes soient fâchés ou non, rien ne changera pour les Américains, dit Mechaal.

Certains observateurs croient qu'Abbas a voulu, par son coup de théâtre, se donner plus de chance dans sa volonté cachée d'être réélu à la tête de son mouvement du Fatah et de l'OLP. Puis ce coup de théâtre est une réponse à l'intention des Américains de le remplacer par un autre. Mais les Américains disent qu'ils travailleront avec lui, quelle que soit sa nouvelle fonction, ce qui veut dire qu'ils ne veulent pas qu'il reste à la fonction de la présidence de l'autorité palestinienne.

### **En conclusion**

Enfin, si Abbas a pris sa décision parce que les Américains l'avaient délaissé ou par un coup de tête, la situation restera la même. Il y a un échec crucial du processus de paix. Il n'a rien donné, même pas un petit minimum. Il faut voir aussi comment on retourne sa veste devant une personnalité engagée dans ce processus, côté palestinien, dès qu'il ne leur sert à rien, aux Sionistes et à leurs soutiens américains. C'était le cas de Yasser Arafat. Maintenant, c'est celui de Mahmoud Abbas. Demain, ce sera le tour de qui ? Qui vivra verra !

Gaza – CPI

[http://www.palestine-info.cc/...](http://www.palestine-info.cc/)

<http://www.palestine-solidarite.org:80/rapport.CPI.111109.htm>

### **Le jour où le monde 'libre' a laissé tomber Gaza.**

L'Alliance internationale pour poursuivre les criminels de guerre a publié un rapport sous le titre : « Le jour où le monde libre a laissé tomber Gaza ». Il n'est jamais trop tard de revoir ce rapport parlant de ce qui s'était passé dans les coulisses avant et pendant le vote sur le rapport de Goldstone, dans le Comité des droits de l'homme, au mois d'octobre dernier.

**Le rapport explique comment les Etats-Unis ont aidé quelques pays à fuir l'assemblée. Comment "Israël" a corrompu certains pays et comment elle en a menacé quelques autres.**

Le pire dans l'affaire reste l'attitude de l'autorité palestinienne de Ramallah qui n'y a envoyé qu'une simple délégation, même pas un ministre, au moment où "Israël" était représentée par plusieurs de ses ministres.

Malgré tous les agissements, 25 voix étaient pour le rapport. 6 pays seulement ont voté contre. 11 autres se sont abstenus. Un vote qui donne enfin une petite lueur d'espoir aux victimes de l'injustice et de la sauvagerie israéliennes.

L'introduction du rapport explique que l'Alliance internationale se voit obligée de dévoiler au public tous les détails de ce qui s'est passé, surtout qu'il s'agit de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Le rapport se voit désolé de voir des gouvernements voulant cacher au monde des situations inhumaines, insupportables dans lesquelles des groupes faibles perdent leurs droits essentiels. Ils vivent dans des conditions de plus en plus difficiles. Le peuple palestinien vit dans un climat où se répandent de plus en plus, et de jour en jour, le cancer et toutes sortes de maladies graves. Y sont pour quelque chose les résidus de phosphore blanc, d'uranium, de substances qui ne laissent en vie ni les hommes ni les végétaux. De plus, tout ce qui contribue à s'en protéger est interdit d'entrer dans la bande de Gaza. On veut aveugler le monde sous prétexte que la justice pourrait entraver la paix. Quelle mascarade !?

Pour ce qui est de la position de l'Union Européenne envers le rapport de Goldstone, elle insiste sur trois points. Premièrement, selon l'Union, le rapport ne serait pas équilibré.

Deuxièmement, approuver le rapport dans son état actuel entraverait le processus de paix dans la région. Troisièmement : l'Union veut supprimer toute condamnation faite à "Israël" pour qu'elle s'abstienne.

Mais l'Alliance internationale voit dans cette position une contradiction à l'esprit de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés essentielles. Elle a alors demandé à l'Union d'expliquer sa position quant aux points prétendument non équilibrés.

Les hors-la-loi doivent être poursuivis, sans aucun calcul politique. Quand la paix est-elle au-dessus de la loi, de la justice, des droits de l'homme ? se demande l'Alliance.

L'Union Européenne voudrait effacer toute condamnation contre "Israël" (la coupable). Quel intérêt alors de mettre en place, dès le départ, des commissions d'enquête ? Quel intérêt de dépenser des millions et des millions de dollars pour réformer la justice et la protéger contre la mainmise de la politique ?

Il faut être honnête et commencer à juger cette "Israël" dont les crimes ne cessent d'augmenter en nombre et en intensité.

## **La position de la Conférence Islamique et de la Ligue Arabe**

L'organisation de la Conférence Islamique a adopté une position forte. Elle était basée sur la condamnation de tout acte touchant les civils.

Et pour ce qui est de la Ligue Arabe, le rapport certifie que sa position était exceptionnelle. Elle était représentée par un ministre et un ambassadeur. Ses membres se sont montrés très coopératifs.

Le mouvement des pays non alliés, représenté par l'Égypte, était également bien actif.

Le journal Quds Press a exposé les positions de certains pays dont en particulier ceux qui étaient l'objet de chantages et de corruptions par "Israël", la France et les États-Unis.

### **Des pressions**

"Israël" a menacé ce grand pays d'Amérique du Sud de revoir l'accord commercial entre les deux pays. Mais le Brésil n'a pas cédé au chantage. Sa délégation a informé celle d'"Israël" qu'en tout cas, le parlement de son pays ne veut pas le faire avant la constitution de l'État palestinien.

### **Encore des pressions**

L'Argentine se trouvait sous des pressions américano-israéliennes très fortes. La délégation a changé d'attitude, à plusieurs reprises, contre et pour. Enfin, sous l'ordre du vice-président, le vote a été pour le rapport.

Et face aux pressions américaines, l'ambassadeur nigérien leur a dit d'aller au diable : ce sont les Américains qui ont besoin des Nigériens, et non le contraire.

### **La carotte et le bâton**

Le pays asiatique qu'est le Bangladesh a beaucoup souffert. L'ambassadeur américain n'arrêtait pas de pratiquer toutes les pressions possibles sur l'ambassadeur de ce pays. Les Américains lui disaient qu'ils reverront leur financement de l'unité de lutte contre le terrorisme s'il vote pour le rapport de Goldstone.

Rien à faire.

L'ambassadeur avait pour ordre ferme de voter pour.

Le pays africain de Burkina Faso aurait reçu d'"Israël" un pot-de-vin de quinze mille euros pour voter contre. La somme a été baissée à huit mille parce qu'il s'est abstenu.

Le Gabon, un autre pays africain, s'est abstenu sur la demande de la France. C'est en France qu'une enquête est ouverte sur la fortune du président gabonais.

### **Une transaction honteuse**

Le rapport parle d'une transaction des plus honteuses entre Madagascar et "Israël". En effet, cette dernière a proposé à Madagascar de se retirer du vote, contre l'achat du bois interdit en échange de quelques armes légères.

Et le pays européen de Slovaquie a voté contre le rapport, en cédant à une menace israélienne de geler une caisse d'investissement commune entre les deux pays. Quelle honte ! écrit-on dans le rapport.

Puis le rapport se trouve indigné de la position américaine, plus active même que la position israélienne. Il faut travailler pour réveiller la société civile américaine et pour stopper les politiques qui ne font que répandre plus de sang.

### **"Israël", un pays hors-la-loi**

Le rapport remarque que la délégation israélienne était trop grande pour un petit pays. La plupart des ministres étaient présents. Les membres de la délégation critiquaient et humiliaient le conseil et le rapport. Ils disaient que le rapport est une honte et une entrave à la paix.

L'Alliance internationale voit dans la position israélienne la même position habituelle de ce pays qui se voit au-dessus de la loi. Il refuse la loi internationale et refuse la coopération avec les institutions internationales. Il refuse toute enquête. La délégation israélienne prétendait que son pays possède un système judiciaire honnête et que les victimes doivent se fier à lui !

Source: Centre Palestinien d'Information (CPI)

20 Novembre

<http://www.almanar.com.lb>

[http://www.alterinfo.net/Le-jour-ou-le-monde-libre-a-laisse-tomber-Gaza\\_a39490.html](http://www.alterinfo.net/Le-jour-ou-le-monde-libre-a-laisse-tomber-Gaza_a39490.html)

## **De l'importance des îles Salomon pour Israël.**

20.11.

Dans sa lutte contre le rapport "Goldstone" qui l'accuse d'avoir commis des crimes de guerre dans la bande de Gaza, Israël ne ménage aucun front.

Un de ses diplomates était attendu cette semaine à Honiara, la capitale des îles Salomon, micro-Etat d'Océanie. L'émissaire était chargé de communiquer la mauvaise humeur de l'Etat juif après que cet archipel a contribué, le 6 novembre, à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies du rapport rédigé par le juge sud-africain Richard Goldstone. "*Devant l'Assemblée générale, la voix des îles Salomon compte autant que celle de la Chine ou de la France*", explique Yigal Palmor, le porte-parole du ministère des affaires étrangères israélien.

La résolution enjoint Israël et le Hamas, qui est également accusé de crimes de guerre, d'enquêter sur ces allégations, sous peine de voir le rapport transféré au Conseil de sécurité des Nations unies. Israël avait aussitôt stigmatisé ce vote attendu, le qualifiant de "*détaché de la réalité*". Le ministère des affaires étrangères, QG de la contre-attaque, avait été surpris de trouver parmi les "*instigateurs de la résolution*" le nom des îles Salomon. Car, jusque-là, ce pays peuplé d'un demi-million d'habitants était un allié aussi constant qu'anonyme de l'Etat juif. A l'intar du Vanuatu, de Palau, Nauru ou des îles Marshall, ses minuscules voisins des mers du Sud. "On sait que les îles Salomon ont reçu 200 000 dollars (134 164 euros) de l'Iran pour envoyer des étudiants à Cuba, dit Yigal Palmor. Rien ne dit que le vote aux Nations unies a été acheté, mais on est en droit de nourrir quelques soupçons."

Une diplomate israélienne, de passage dans la région, a donc été chargée de rendre visite au premier ministre, Derek Sikua, qui gère un millier d'atolls et d'îlots. Cette mission exotique témoigne du désarroi causé par le rapport. Dans le quotidien Yediot Aharonot, le plus gros tirage local, l'éditorialiste Sever Plocker s'alarme : "*Le rapport "Goldstone" est comme le signe de Caïn gravé sur le front d'Israël. Notre image à l'étranger est en pleine chute libre.*"

Benjamin Barthe

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/20/de-l-importance-des-iles-salomon-pour-israel\\_1269828\\_3218.html#ens\\_id=1228030](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/20/de-l-importance-des-iles-salomon-pour-israel_1269828_3218.html#ens_id=1228030)

## Le jour de fête musulmane, les occupants israéliens bombardent Gaza...

Comme à leur habitude, sans aucun respect à aucune religion, encore moins à une fête musulmane, les occupants israéliens ont bombardé, ce matin vendredi 27 novembre 2009, le nord de la bande de Gaza.

Mouaya Hosneine, directeur général du département d'urgence, rapporte à l'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI) que les avions et les tanks sionistes ont visé un certain nombre de citoyens palestiniens qui allaient vers le cimetière *Al-Chohada* (les martyrs), à l'est du village Jébalia. Ils partaient au cimetière pour visiter les tombes des leurs, en ce jour d'Aïd. Quatre d'entre eux ont été touchés et blessés.

Les ambulances ont porté les victimes vers l'hôpital de Kamel Odouan, dans le village de Beit Lahya. Grave est l'état de deux d'entre eux.

Notons que les Palestiniens de la bande de Gaza, comme la plupart des Musulmans, partent les jours de fêtes religieuses vers leurs cimetières pour rendre visite aux tombes des leurs.

En tout cas, ce n'est guère étonnant que les occupants israéliens bombardent des gens qui ne font que pratiquer leur culte et leur religion, sachant qu'ils visent tous les détails de la vie d'un Palestinien.

28/11

<http://www.palestine-info.cc>

[http://www.alterinfo.net/notes/Le-jour-de-fete-musulmane,-les-occupants-israeliens-bombardent-Gaza-et-blessent-quatre-Palestiniens\\_b1733966.html](http://www.alterinfo.net/notes/Le-jour-de-fete-musulmane,-les-occupants-israeliens-bombardent-Gaza-et-blessent-quatre-Palestiniens_b1733966.html)

## Sanctions contre des soldats de l'unité Nah'shon. Plusieurs d'entre eux, refusant d'obéir aux ordres ...

Une question douloureuse vient d'être remise à l'ordre du jour avec l'évacuation, ce lundi, de deux habitations d'un point de peuplement, dans le Har Hébron.

Une fois de plus, l'armée a utilisé ses soldats, de l'unité Nah'shon, pour cette opération et plusieurs d'entre eux, refusant d'obéir aux ordres, sont même montés sur un toit pour proclamer haut et fort qu'ils refusaient de prendre part à l'expulsion de leurs frères.

L'incident a eu lieu près de la localité juive de Negothoth. Deux des soldats récalcitrants ont été accusés d'avoir eu une attitude honteuse et ont été condamnés à trente jours de cachot. En outre, ils ont été rétrogradés et écartés de tout poste de combattant. Mais ils n'étaient pas seuls. D'après les estimations d'un haut gradé, quatre de leurs compagnons devraient être jugés ces jours-ci.

Le député Michael Ben Ari, du Ihoud Leoumi (Union nationale), a réagi en accusant le ministre de la Défense Ehoud Barak de « politiser l'armée ».

Et de préciser: « Barak continue à utiliser les soldats pour pouvoir garder près de lui le député Daniel Bensimon. Ceux qui pensent qu'il s'agit seulement d'appliquer la loi ne connaissent pas la situation à Negohot ».

De son côté, le porte-parole de Tsahal a commenté ainsi le dernier incident: « L'action de ces soldats est totalement répréhensible et va à l'encontre des valeurs de l'armée. Toute tentative visant à impliquer l'armée dans un débat politique est condamnable ».

Il s'agit, rappelons-le, du second incident en l'espace d'un mois et pour éviter que cela se reproduise, une quinzaine de députés, tant de la coalition que de l'opposition, ont décidé de présenter un projet de loi visant à empêcher que des soldats soient chargés d'évacuer des localités juives. Il a été proposé par les députés Tsippi Hotoveli (Likoud) et Arieh Eldad (Ihoud Leoumi). Ce dernier a expliqué: « Le rôle de Tsahal consiste à protéger

l'Etat d'Israël, sa souveraineté et ses citoyens.

C'est à la police qu'il incombe d'accomplir les missions liées à l'application de la loi ».

17/11

<http://www.actu.co.il/2009/11/sanctions-contre-des-soldats-de-lunite-nahshon/>

21-11

L'enquête internationale menée par les nations unies, connue pour "le rapport Goldstone", a condamné l'entité sioniste pour avoir commis des crimes de guerre contre les civils de la bande de Gaza.

Aucun responsable israélien n'a pour autant été traduit en justice!

<http://www.almanar.com.lb>

[http://www.alterinfo.net/notes/Raids-israeliens-quotidiens-contre-la-bande-de-Gaza\\_b1723800.html](http://www.alterinfo.net/notes/Raids-israeliens-quotidiens-contre-la-bande-de-Gaza_b1723800.html)

---

## 1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

### Résistance

19-11

Les brigades d'Abou Ali Moustafa, la branche militaire du front populaire, pour la libération de la Palestine, a revendiqué qu'elle a pris en cible, le mardi 17/11, un bulldozer, durant son invasion dans la région de Johr al Dick, à l'est de Gaza.

Les brigades ont rapporté dans leur communiqué militaire que leurs résistants sont fortement prêts pour faire face à toute offensive des forces armées sionistes, en confirmant leur fort attachement à la résistance et d'être un seul front avec les autres factions de la résistance nationale palestinienne.

19/11 <http://www.palestine-info.cc>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

21-11

Samedi soir, le Hamas, avait annoncé que les milices palestiniennes s'étaient mises d'accord pour faire cesser ces tirs de roquettes.

Fathi Hamad, le ministre (Hamas) de l'Intérieur dans la Bande de Gaza, avait expliqué que cette trêve avait pour but d'éviter des représailles israéliennes et d'apporter de la stabilité à ce petit territoire qui souffre du blocus israélien.

Dimanche, le Jihad islamique, une faction plus petite mais responsable de la majeure partie des tirs de roquettes, a affirmé qu'il n'y avait "pas de trêve formelle". Il a toutefois assuré qu'il s'abstiendrait temporairement. "Oui, il y a une pause. Mais si les ennemis sionistes attaquent, comme ils le feront inévitablement, il y aura une réaction", a déclaré Khader Habib, porte-parole du Jihad islamique

[http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/proche\\_moyenorient/20091122.FAP4375/bombardements\\_israeliens\\_sur\\_la\\_bande\\_de\\_gaza\\_sept\\_bles.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/proche_moyenorient/20091122.FAP4375/bombardements_israeliens_sur_la_bande_de_gaza_sept_bles.html)

---

## Bande de Gaza - Au jour le jour

13-11

Moustafa Wadi, âgé de 18 ans, été tué et un autre blessé vendredi dans la bande de Gaza lorsque l'armée israélienne a ouvert le feu sur un groupe de personnes, près de Karmi, le long de la frontière avec les territoires de 1948, a-t-on appris auprès de sources palestiniennes et israéliennes.

Selon un témoin palestinien, des soldats israéliens ont tiré sur un groupe de jeunes qui chassaient des oiseaux à l'appel près de la clôture frontalière.

Le témoin palestinien a par ailleurs fait état de l'arrestation de trois jeunes du groupe et d'un blessé transporté côté israélien de la frontière.

(AFP)

19-11

Il est à noter que 6 bulldozers et 4 chars militaires de l'armée de l'occupation israélienne ont envahi, le mardi matin, l'est de la région de Johr al Dick, au sud de la Bande de Gaza, où un citoyen a été tué, trois enfants ont été enlevés, alors qu'un autre palestinien a été blessé, le vendredi passé.

19/11 <http://www.palestine-info.cc>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

22/11

L'armée de l'occupation israélienne a multiplié ses agressions aériennes contre la bande de Gaza, au sud et au vu de la communauté internationale.

Seulement dans la nuit de samedi à dimanche, les avions de combat de l'armée de l'occupation israélienne ont mené trois raids, faisant au moins huit blessés dans les rangs des civils.

Cinq Palestiniens ont été blessés, dont un grièvement, lors d'un raid mené près de Rafah, à la frontière avec l'Egypte, contre un tunnel.

Deux Palestiniens ont eux été blessés lors d'un autre raid qui a visé un atelier métallurgique dans le camp de réfugiés de Nousseirat (centre).

Enfin, un autre Palestinien a été touché lors d'un troisième raid contre un atelier similaire dans le camp de Jabaliya (nord), a-t-on précisé de même source

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=112312&language=fr>  
22/11/

Un Palestinien a été tué dans la nuit de samedi à dimanche dans l'effondrement d'un tunnel à Rafah, à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte.

La victime, Hani Rizk, était âgée de 30 ans, a précisé le chef des services d'urgence palestiniens.

Les accidents sont fréquents dans ces souterrains qui se sont multipliés depuis l'invasion israélienne de Gaza en 2008 et la fermeture de la frontière égyptienne, privant ainsi les Gazaouis de tout accès à l'extérieur pour rechercher leurs produits de première nécessité, comme les carburants et les marchandises.

Depuis juin 2007, plus de 120 Palestiniens ont trouvé la mort dans des effondrements de tunnels --accidentels ou provoqués par des bombardements aériens israéliens--, selon un bilan basé sur des chiffres fournis par les services médicaux palestiniens.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=112330&language=fr>

24/11

De nouveau, l'aviation de l'occupation israélienne a bombardé la bande de Gaza, blessant trois Palestiniens.

Les avions de combat israéliens ont bombardé ce mardi matin des tunnels creusés sous la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, faisant trois blessés.

Un autre raid a visé une cible à l'est de la ville de Gaza, selon des témoins.

<http://www.almanar.com.lb>

[http://www.alterinfo.net/notes/Raids-israeliens-quotidiens-contre-la-bande-de-Gaza\\_b1723800.html](http://www.alterinfo.net/notes/Raids-israeliens-quotidiens-contre-la-bande-de-Gaza_b1723800.html)  
25-11

L'armée de l'air israélienne a bombardé dans la nuit de mercredi à jeudi dans la bande de Gaza deux tunnels utilisés par des trafiquants et un centre d'entraînement. L'attaque a blessé trois personnes, ont déclaré des responsables du Hamas. L'un des trois blessés est dans un état grave, ont déclaré les services ambulanciers. Selon le Hamas, deux frappes ont visé des tunnels et deux autres un centre d'entraînement militaire géré par le Hamas près de la ville de Khan Younès, dans le centre de la bande de Gaza.

(ats)

27-11

Au moins quatre Palestiniens ont été blessés lors d'un raid aérien israélien contre la bande de Gaza. L'attaque a visé des objectifs proches du camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord du territoire.

Selon une source militaire, au moins deux obus de mortier ont par ailleurs été tirés la veille à partir de la bande de Gaza contre l'Etat hébreu.

<http://www.romandie.com/infos/>

## Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

19+-11

Un Israélien blesse un Palestinien pour « motifs nationalistes »

Un adolescent israélien a avoué avoir blessé un passant palestinien à Jérusalem en le poignardant pour des « motifs nationalistes » antiarabes, a indiqué hier un porte-parole de la police locale.

Le jeune Israélien, âgé de 16 ans, a agressé jeudi sa victime, un Palestinien de 42 ans, dans un quartier juif du nord de Jérusalem.

<http://www.lorientlejour.com/>

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=111955&language=fr>

25/11/

22-11

Des dizaines d'élèves palestiniens ont été asphyxiés lors d'une attaque des forces occupantes contre une école palestinienne dans le village de Beit Awa, au sud-ouest de la ville d'al Khalil, en Cisjordanie occupée.

Des sources locales ont dit, ce matin mercredi 25/11, que les soldats sionistes ont lancé des bombes lacrymogènes sur les élèves de l'école et ont envahi sa cour.

<http://www.palestine-info.cc>  
<http://www.alterinfo.net/notes/?start=20>  
26-11

Un Palestinien a blessé deux femmes à coups de couteau près de la colonie juive de Kiryat Arba, qui jouxte la ville de Hébron, en Cisjordanie, rapporte la radio israélienne.

L'agresseur a lui-même été blessé par balles.

Une dizaine d'ambulances et de nombreux soldats israéliens ont été dépêchés sur les lieux de l'attaque, une station-service fréquentée à la fois par les colons juifs et les Palestiniens.

Reuters

---

## 2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

---

Civils & résistants tués	: 7.032
Palestiniens blessés	: 54.698
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

### 2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 ( 359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6611

---

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

---

## Près de 8.900 tués en 20 ans.

8.900 tués en deux décennies, en grande majorité des Palestiniens, selon un bilan publié dimanche par l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme, B'Tselem, pour le vingtième anniversaire de sa création.

B'Tselem comptabilise, à la mi-novembre, 8.881 morts au total en 20 ans, dont 7.398 Palestiniens, dont 1.537 mineurs, et 1.483 Israéliens, dont 139 mineurs.

Ces vingt dernières années ont été marquées par les confrontations de la première Intifada (1987-1993), de la seconde Intifada qui a commencé en 2000, et de la guerre israélienne contre la bande de Gaza.

L'année 2009 a été la plus sanglante, se soldant par la mort de 1.033 Palestiniens, dont 315 mineurs, presque tous tués lors de l'offensive "Plomb durci" qui a débuté le 27 décembre 2008 et s'est achevée le 18 janvier 2009.

En tout, B'Tselem évalue à 1.387 le nombre de Palestiniens tués durant les trois semaines de ce conflit. Parmi elles figurent 320 mineurs et 111 femmes.

L'année 1999 a été la moins meurtrière pour les Palestiniens, avec 8 tués, note le rapport.

Par ailleurs, selon l'ONG, 335 Palestiniens sont actuellement en détention sans procès par arrêt du commandement militaire israélien alors qu'ils étaient 1.794 en 1989.

Au cours des vingt dernières années, les autorités israéliennes ont procédé à la démolition -au motif qu'elles étaient construites sans permis ou dans le cadre de mesures punitives infligées à des familles d'auteurs d'attentats- de 4.300 maisons palestiniennes en Cisjordanie, en particulier à Jérusalem-est annexée, ainsi que dans la bande de Gaza jusqu'à son évacuation par Israël en 2005, ajoute B'Tselem.

En outre, B'Tselem estime que 6.240 maisons ont été détruites lors d'opérations militaires dans la bande de Gaza, dont 3.540, lors de l'offensive "Plomb durci"

21/11/2009



### 3 Politique

#### a) Politique Palestinienne

##### MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

##### La reconnaissance d'un Etat indépendant n'est «pas unilatérale»

Le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé mardi que la décision de chercher à obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU une reconnaissance d'un Etat indépendant palestinien n'était pas «unilatérale».

«C'est une décision émanant du comité de suivi de la Ligue arabe qui s'est réuni au Caire récemment. Ils se sont mis d'accord sur le fait d'aller au Conseil de sécurité pour qu'il dise son soutien à un Etat palestinien indépendant», a précisé le président de l'Autorité palestinienne.

Dans l'espoir de sortir de l'impasse après onze mois de blocage du processus de paix avec Israël, l'Autorité palestinienne a annoncé dimanche qu'elle demanderait au Conseil de sécurité de reconnaître l'indépendance des Palestiniens dans les frontières de 1967.

##### «Quelle est la solution?»

«Nous sentons que nous sommes dans une situation très difficile (...). Quelle est la solution? Que nous restions ainsi suspendus (...)? Voilà pourquoi j'ai fait cette démarche», a expliqué M. Abbas.

18.11.09;

<http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/27038386>

##### Obama «ne fait rien pour l'instant...»

Le président Abbas estime que son homologue Obama «ne fait rien pour l'instant» pour relancer le processus de paix israélo-palestinien, dans une interview publiée mardi par le quotidien argentin Clarin.

«Il ne fait rien pour l'instant», a dit M. Abbas, en visite à Buenos Aires, au quotidien le plus lu d'Argentine. «Mais il nous a invités à relancer le processus de paix», a-t-il poursuivi, ajoutant: «J'espère qu'à l'avenir il aura un rôle plus important».

Les Palestiniens «attendent des États-Unis qu'ils fassent pression sur Israël pour qu'il respecte le droit international, pour qu'il mette en œuvre la feuille de route», a souligné M. Abbas.

«Ils peuvent faire deux choses: faire pression sur les Israéliens pour qu'ils rejettent les colonies et faire pression pour qu'ils acceptent de se retirer derrière les frontières de 1967», a précisé le président palestinien.

Lundi, son homologue argentine Cristina Kirchner avait également critiqué Washington, estimant que «les États-Unis pouvaient faire davantage que ce qu'ils font».

M. Obama avait dénoncé mercredi dernier l'annonce de nouvelles constructions israéliennes à Jérusalem-est annexée, estimant que cela pouvait «finir par être très dangereux». Mais sans menacer Israël d'aucune conséquence concrète s'il allait de l'avant avec ces nouvelles constructions.

M. Abbas achevait mardi une visite de deux jours à Buenos Aires, une semaine après la visite en Argentine du président israélien Shimon Peres. Il s'est auparavant rendu au Brésil et doit poursuivre sa tournée latino-américaine mercredi au Chili.

Il l'achèvera au Venezuela, où il doit rencontrer pour la première fois vendredi le président Hugo Chavez, grand défenseur de la cause palestinienne, a-t-on indiqué mardi de sources officielles vénézuéliennes.

Au mois de janvier, le président vénézuélien avait rompu les relations diplomatiques avec Israël, qu'il avait qualifié d'État «génocidaire» et «assassin» après l'offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza.

Trois mois plus tard, le Venezuela avait inauguré une représentation diplomatique palestinienne à Caracas en présence du ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, Riad Al Malki.

Agence France-Presse

24-11

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/24/01-924754-proche-orient-abbas-estime-quobama-ne-fait-rien-pour-linstant.php>

---

#### 1-1 Processus de paix.

##### Les Palestiniens espèrent proclamer un Etat avec l'appui de l'ONU

Les Palestiniens veulent obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il appuie la proclamation unilatérale de leur Etat, en raison du blocage des négociations de paix avec Israël, a affirmé dimanche le principal négociateur palestinien.

"Nous avons décidé de nous adresser au Conseil de sécurité pour essayer d'obtenir son soutien à la création d'un Etat palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale et dont les frontières seraient celles de juin 1967" avant l'occupation israélienne, a déclaré à l'AFP ce négociateur Saëb Erakat.

"Nous allons chercher à obtenir l'appui de l'Union européenne ainsi que celui de la Russie et d'autres pays", a-t-il ajouté.

Plusieurs ministres israéliens ont aussitôt mis en garde les Palestiniens contre toute démarche unilatérale.

"Les démarches unilatérales ne mèneront pas aux objectifs que nous cherchons à atteindre" par la négociation, a déclaré aux journalistes le vice-Premier ministre Sylvan Shalom avant la séance hebdomadaire du cabinet.

"Nous voulons des négociations directes" de paix, a-t-il ajouté en allusion à la suspension de celles-ci depuis l'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza l'hiver dernier.

"Cette initiative hostile supprimerait tout espoir de négociations de paix. S'ils (les Palestiniens) vont de l'avant dans leur projet de proclamation unilatérale d'un Etat, nous devons étendre notre contrôle sur les secteurs C" de la Cisjordanie, a de son côté affirmé le ministre des Infrastructures Uzi Landau (Israël Beiténou - droite nationaliste).

Les secteurs C de la Cisjordanie occupée sont contrôlés par la police de l'Autorité palestinienne, et l'armée israélienne y assume la sécurité globale.

Le ministre chargé des affaires de la Diaspora, Yuli Edelstein, s'est pour sa part élevé contre les propos de M. Erakat.

"Ils prouvent que parmi les dirigeants palestiniens, il y en a plusieurs qui croient toujours pouvoir atteindre leurs objectifs par la violence et le terrorisme", a-t-il déclaré à l'AFP.

"J'espère que la communauté internationale ne coopérera pas avec ce projet et s'exprimera clairement en faveur de l'unique approche possible, à savoir la tenue de négociations directes", a-t-il ajouté.

Le président palestinien Mahmoud Abbas exige qu'Israël gèle totalement la colonisation avant toute reprise des pourparlers de paix. Selon des responsables palestiniens, il a été heurté par la récente volte-face de l'administration américaine sur ce point.

15/11/2009

<http://www.alterinfo.net/notes/>

---

## 1-2 Les analyses

18-11

Le Hamas, s'est dit opposé à la proclamation d'un Etat palestinien avant la fin de l'occupation israélienne en Cisjordanie.

Le Hamas, lui, est opposé à une proclamation avant la fin de l'occupation israélienne.

«La question de la proclamation ou la question d'aller au Conseil de sécurité n'est pas une décision unilatérale», a-t-il déclaré dans une conférence de presse au Caire après un entretien avec le président Hosni Moubarak.

<http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/27038386>

## Le parti de Tahrir : Abbas ne représente pas le peuple palestinien

Le parti de Tahrir a exprimé sa condamnation au discours de l'ex-président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, en Argentine, qui a affirmé son attachement au choix des négociations, tout en considérant qu'Abbas ne représente plus le peuple palestiniens et ses ambitions.

Le parti a refusé les déclarations d'Abbas qui a prétendu que le peuple palestinien ne réfléchit qu'au choix de la paix et les négociations, en niant toute Intifada probable.

Il a affirmé que le discours d'Abbas s'accorde avec ses déclarations, au début de son mandat, lorsqu'il a dit qu'il est venu pour finir les souffrances du peuple juif.

"L'autorité Palestinienne est devenue, durant le mandat d'Abbas, une partie des branches sécuritaires sionistes, et qui considère la menace de la sécurité des sionistes comme une menace contre l'autorité", a ajouté le parti de Tahrir dans un communiqué publié, le mercredi 25/11, à Qods Presse.

En insistant sur la position du parti qui refuse la reconnaissance de la légitimité de l'autorité palestinienne, le communiqué a nié que les résultats des négociations avec l'occupation sont légaux.

25/11

[http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7jn5Y5Jjkv%2fkWBs0IAHNk4pnSNpAEf%2fGgs5Qtmpz1Qjmlw4PUTluveniWj%2bQcQj%2f0YtDFAJ1WNE%2b%2fwr%2bHFvzO4Z3pdghKcS4tq2JAlzJf3Ew%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7jn5Y5Jjkv%2fkWBs0IAHNk4pnSNpAEf%2fGgs5Qtmpz1Qjmlw4PUTluveniWj%2bQcQj%2f0YtDFAJ1WNE%2b%2fwr%2bHFvzO4Z3pdghKcS4tq2JAlzJf3Ew%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7jn5Y5Jjkv%2fkWBs0IAHNk4pnSNpAEf%2fGgs5Qtmpz1Qjmlw4PUTluveniWj%2bQcQj%2f0YtDFAJ1WNE%2b%2fwr%2bHFvzO4Z3pdghKcS4tq2JAlzJf3Ew%3d)

## Hamis: le choix d'annoncer la création d'un Etat palestinien nécessite d'en finir avec les accords d'Oslo et leurs conséquences.

Le Hamas a déclaré lundi que l'idée de déclarer un Etat palestinien unilatéralement nécessitait de mettre un terme aux accords d'Oslo et à ses conséquences et que cela impliquait la reconstruction de l'Organisation de libération palestinienne (OLP).

Dans un communiqué de presse, le Hamas a ajouté que la création de l'Etat palestinien devait être le fruit du succès de la résistance palestinienne à mettre en échec l'occupation et à libérer la terre palestinienne et non pas, une option retenue par l'Autorité palestinienne (AP) pour combler le vide politique causé par l'échec du processus de paix.

Il a également déclaré qu'un tel projet ne pouvait être mené à travers la coopération des forces de sécurité avec l'occupation israélienne contre la résistance palestinienne et à travers la politique de l'agent américain Keith

Dayton, en Cisjordanie.

Le mouvement a souligné que la répétition de ce qui avait été annoncé par l'ancien dirigeant de l'Autorité palestinienne en 1988 était comme sauter en l'air et manipuler la cause palestinienne.

« Notre terre palestinienne est toujours sous occupation, l'expansion des colonies avale toujours plus de terre, et les barrières de sécurité démembrant des villes et des villages de la Cisjordanie », a souligné le Hamas. »

Pour sa part, Maher Taher, un membre du bureau politique du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), a déclaré lundi, que l'Autorité palestinienne devait mettre fin à l'option des négociations après son échec incontestable et choisir la résistance comme une option stratégique pour remporter des victoires.

Au cours d'un symposium politique qui s'est tenu dans la ville syrienne d'Alep, Taher a souligné que l'Autorité Palestinienne avait entraîné le peuple palestinien dans une conjoncture critique après qu'elle se soit impliquée dans la mise en œuvre d'un programme très grave en Cisjordanie notamment à travers sa coopération sécuritaire avec l'occupation israélienne contre la résistance palestinienne.

Il a fait remarquer que Dayton travaillait à former des cadres et à créer des structures qui donne naissance à une Autorité palestinienne en mesure de protéger et de servir l'occupation ainsi qu'à un citoyen palestinien qui n'a que faire de la résistance.

Le responsable du FPLP a souligné que l'option d'Oslo soutenu par ses adeptes, tant du côté arabe que palestinien, a complètement échoué mais que ces derniers refusent d'admettre cet échec et insistent pour continuer dans cette voie uniquement pour le bien de leurs propres intérêts.

Le responsable a souligné qu'à la fin, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat qui était en faveur d'accords d'Oslo, avait mis un terme aux négociations après qu'il se fût rendu compte que le résultat d'Oslo signifiait seulement la création d'une Autorité palestinienne et non la naissance d'un Etat palestinien.

Publié le 17 novembre 2009 sur le site du centre Palestinien d'Information

Gaza- CPI –

Traduction CCY

Lien de l'article en anglais: <http://www.palestine-info.cc>

<http://www.soueich.info>

[http://www.alterinfo.net/Hamas-le-choix-d-annoncer-la-creation-d-un-Etat-palestinien-necessite-d-en-finir-avec-les-accords-d-Oslo-et-leurs\\_a39380.html](http://www.alterinfo.net/Hamas-le-choix-d-annoncer-la-creation-d-un-Etat-palestinien-necessite-d-en-finir-avec-les-accords-d-Oslo-et-leurs_a39380.html)

### « Test des intentions »

Mohammed Dahlan, haut responsable du Fatah, le parti d'Abbas, a déclaré dimanche que l'initiative des Nations unies serait « *un véritable test des intentions de la communauté internationale* ». « *Nous menons actuellement une bataille diplomatique,* » a-t-il dit. « *Si l'Administration américaine n'est pas d'accord, ce sera un nouvel échec* ».

Si le Conseil de sécurité ne donne pas son approbation à l'initiative, Dahlan dit qu'entre autres options, il y a une déclaration unilatérale de la création de l'Etat et « la résistance populaire, totale, contre les colonies et l'occupation ».

Pour Salam Fayyad, Premier ministre palestinien qui, en juin, a fixé comme objectif la création des institutions d'un Etat dans les deux ans, il est temps pour la communauté internationale de prendre ses responsabilités pour « *une mission de fin de l'occupation* ». « *Cela relève de la responsabilité de la communauté internationale et quand nous disons droit international, nous entendons bien sûr, les Nations unies,* » a-t-il déclaré à Ramallah. Marwan Bishara, analyste politique chevronné d'Al Jazeera a indiqué : « *Tout le monde sait que cela n'ira pas jusqu'au Conseil de sécurité sans le feu vert US. Et si les USA donnent leur feu vert, cela veut dire que les relations entre eux et Israël sont en difficulté.* »

« Les USA et Israël ont évité le Conseil de sécurité pendant plus de 16 ans. Y revenir aujourd'hui serait un changement majeur, un changement dans les règles du jeu du processus diplomatique.

« Tous les Palestiniens seraient sur des charbons ardents. Tous, à tous les niveaux, se sentent trahis par un processus qui a duré un peu plus de 16 ans et sept accords avec les Israéliens, pendant que les colonies illégales israéliennes ont quadruplé. »

Al-Jazeera -

16 novembre 2009

traduction : Info-Palestine.net

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7651](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7651)

---

## 1-3 Sur le terrain.

### Le Hamas rejette le transfert des prérogatives du parlement au Conseil central de l'OLP.

Le Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) a affirmé que toute mesure dans le sens de transférer les prérogatives du Conseil législatif au Conseil central de l'Organisation pour Libération de la Palestine (OLP) est un coup d'Etat contre la légitimité du parlement, contredisant par ailleurs la Constitution palestinienne. Le Hamas a vivement critiqué les responsables du Fatah et de l'OLP pour avoir fait des concessions à Israël et aux Etats-Unis, les accusant d'attribution dans le processus de la réconciliation interpalestinienne, avec pour but d'écartier le Hamas de la scène politique palestinienne.

Le président du Conseil national palestinien, Salim al-Zaanoun a prétendu, il y a quelques jours, que les

divergences entre le Fatah et le Hamas ont pratiquement conduit à la fermeture du Conseil législatif palestinien. "Je propose qu'à sa prochaine session, le 15 décembre, le Conseil législatif se penche sur la question du transfert de ses prérogatives au Conseil central de l'OLP.", a-t-il demandé.

16/11/2009

<http://french.irib>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

---

## 1-4 Les grandes manœuvres.

### Abbas: pas de reprise des négociations sans arrêt de la colonisation.

Le président Abbas a conditionné vendredi à Caracas la reprise des négociations avec Israël à un arrêt complet de la colonisation israélienne dans les territoires occupés.

La veille M. Abbas avait déjà estimé que la suspension partielle de la colonisation en Cisjordanie annoncée mercredi par l'Etat hébreu n'apportait «rien de nouveau».

Netanyahu a rompu les négociations, a déclaré M. Abbas

«Nous ne pouvons pas les reprendre sans l'engagement des deux parties à respecter les bases de la Feuille de route, en particulier le gel de l'expansion des colonies de la part d'Israël», a-t-il ajouté.

La feuille de route élaborée en 2003 par la communauté internationale prévoit la coexistence de deux Etats israélien et palestinien dans des frontières bien délimitées.

Sous la pression des Etats-Unis, Israël a proposé mercredi une suspension partielle et temporaire de la colonisation en Cisjordanie dans le but de relancer le processus de paix, une initiative saluée par Washington, mais jugée insuffisante par les Palestiniens.

Comme le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Paraguay le Venezuela a réitéré son soutien à la création d'un Etat palestinien indépendant.

Agence France-Presse

27-11

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/27/01-925898-abbas-pas-de-reprise-des-negociations-sans-arret-de-la-colonisation.php>

---

## 1-5 Négociations.

### Le FPLP appelle les pays arabes à couper leurs contacts avec l'occupation

Le front populaire pour la libération de la Palestine a appelé les pays arabes à couper toutes les formes de relations publiques ou secrètes avec l'occupation israélienne, en disant qu'ils portent la responsabilité politique, historique et morale envers les pratiques sionistes inhumaines contre le peuple palestinien.

Il a appelé les arabes à intervenir immédiatement pour arrêter ces pratiques inhumaines de l'occupation sioniste. Dans un communiqué dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, le FPLP a dit que les pays arabes et l'autorité de Ramallah doivent se diriger vers le conseil de sécurité pour prendre une décision et arrêter la colonisation selon le 7ème chapitre de la charte de l'ONU.

Il a déclaré que le gouvernement sioniste d'extrême droite refuse les décisions internationales, les condamnations contre la judaïsation d'al-Qods et la construction de 900 nouvelles unités coloniales dans la colonie illégale de Jïlo entre al-Qods et Bethléem, ainsi que la poursuite de la construction dans plus de 3 mille unités coloniales en Cisjordanie occupée.

Il a appelé également la direction américaine dirigée par le président, Barack Obama, et la communauté internationale à refuser les pratiques sionistes et prendre des mesures et sanctions sérieuses contre l'occupation pour arrêter complètement la colonisation.

Il est à noter que le gouvernement sioniste avait accordé la construction de 900 nouvelles unités coloniales dans la colonie illégale de Jïlo, à al-Qods occupée

CPI

21/11/2009

[.http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2fYppt4E2%2bVKp20eTzClo6tmAkxaC2eAREQVU9wdweAxn3%2bVSb8BFAZSd94%2bh3%2f6lw3DBXa8oULmwnN1UFtdvUZ70YszLMzUcWwSQksp5ugQ%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2fYppt4E2%2bVKp20eTzClo6tmAkxaC2eAREQVU9wdweAxn3%2bVSb8BFAZSd94%2bh3%2f6lw3DBXa8oULmwnN1UFtdvUZ70YszLMzUcWwSQksp5ugQ%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2fYppt4E2%2bVKp20eTzClo6tmAkxaC2eAREQVU9wdweAxn3%2bVSb8BFAZSd94%2bh3%2f6lw3DBXa8oULmwnN1UFtdvUZ70YszLMzUcWwSQksp5ugQ%3d)

---

## 1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

### Le Hamas conteste la légitimité de M. Abbas

Le Hamas conteste en effet la légitimité de M. Abbas, en arguant qu'aux termes de la loi fondamentale palestinienne, son mandat présidentiel de quatre ans a expiré depuis janvier 2009. Vainqueur des dernières élections de 2006, le Hamas avait aussi prétexté du fait que ces élections "interviennent sans accord national" de réconciliation entre les deux principales factions palestiniennes. "La décision de la commission électorale palestinienne est naturelle et attendue car les conditions n'étaient pas réunies pour le succès de ces élections", s'est félicité un porte-parole du Hamas, Abou Zouhri.

Le conseil a aussi autorité pour proroger éventuellement le mandat du Conseil législatif palestinien, dominé par le Hamas, qui expire le 25 janvier. Celui-ci n'accepterait pas que le parlement de l'Autorité palestinienne soit dissous. Le conseil central de l'OLP, qui a avalisé la création de l'Autorité autonome palestinienne en 1993, dans le cadre des accords d'Oslo, dispose en outre du pouvoir de la dissoudre. En pareil cas, l'OLP récupérerait les compétences dévolues à l'Autorité autonome et Mahmoud Abbas, qui préside les deux instances, resterait également à la barre. Ceux qui militent pour un tel scénario soulignent qu'il aurait le mérite de contraindre Israël à assumer de nouveau toutes ses responsabilités de puissance occupante en Cisjordanie comme à Gaza, dont il contrôle tous les accès. En toute hypothèse, la question de la double scission entre le Fatah et le Hamas et de la partition entre la Cisjordanie et Gaza reste entière.

12.11.

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/12/les-elections-palestiniennes-de-janvier-2010-sont-reportees\\_1266416\\_3218.html#ens\\_id=1228030](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/12/les-elections-palestiniennes-de-janvier-2010-sont-reportees_1266416_3218.html#ens_id=1228030)

---

## 1-7 Des Canons ... pas du beurre.

### Israël fait pression en faveur d'une opération militaire contre Gaza (Hamas)

Le Hamas a accusé samedi Israël de faire pression en faveur du lancement d'une opération militaire contre la bande de Gaza.

"Il y a une escalade des intentions vers un acte agressif contre Gaza", a déclaré Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas, dans une déclaration écrite envoyée à la presse.

Ces propos ont été tenus suite au reportage d'un journal israélien vendredi faisant état de ce que le Hamas a procédé à un autre test de missile de longue portée susceptible de parcourir 75km, mettant ainsi en danger les communautés israéliennes se trouvant plus loin à l'intérieur de l'Etat hébreu.

"Ces informations surviennent dans un contexte d'incitation contre Gaza et d'une recherche des protestations pour commettre de nouveaux crimes à Gaza et couvrir les crimes qu'Israël a commis dans le passé", a critiqué Barhoum.

Barhoum a invité les Etats arabes et musulmans à "rompre tous leurs liens avec Israël en réaction à ce genre de menace contre Gaza".

Les membres de la branche armée du Hamas ont tiré un missile en direction de la mer depuis le nord de la bande de Gaza vendredi dans l'après-midi et le test a été un succès, a rapporté le quotidien Maariv sur son site internet. Le missile est le second à être testé depuis le début de ce mois. Auparavant, le chef des renseignements militaires israéliens Amos Yadlin a révélé que le Hamas a testé ce qui semblait être un missile de fabrication iranienne.

Source: xinhua

16/11

<http://french.people.com.cn/International/6814018.html>

---

## 1-8 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte

### Les sionistes mènent un ratissage ethnique sans précédent

Le chef du comité populaire contre le mur d'apartheid et la colonisation a accusé les sionistes de mener une épuration ethnique sans précédente. Jamal Jumaa s'est déclaré, mercredi soir à l'antenne d'Al-Alam, inquiet du fait que 15000 maisons des Palestiniens sont sur le point d'être rasées par les sionistes. "Il incombe aux pays musulmans de créer des comités juridiques pour poursuivre le régime sioniste et le traduire en justice pour avoir saisi et détruite les maisons des Palestiniens", a souligné Jamal Jumaa avant de demander à la communauté internationale ainsi qu'au monde islamique et arabe de ne pas se dérober de leur responsabilité à l'égard à la Sainte Qods et de boycotter le régime sioniste. Jumaa a ajouté que les logements construits pour les colons juifs sont plusieurs fois plus que le nombre des juifs de la Sainte Qods, ce qui révèle que les sionistes envisagent de loger des centaines de milliers de juifs dans cette ville sainte. Il a souligné : partout à la sainte Qods les Palestiniens sont sous d'intense pression. Alors qu'ils ne peuvent même pas réparer leurs maisons ou faire du commerce dans cette ville, le régime de Tel-Aviv construit sans aucune limite des maisons pour lessionistes.

Ecrit par L'IRIB

19 Novembre

[http://french.trib.ir/index.php?option=com\\_content&task=view&id=27502&Itemid=9](http://french.trib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=27502&Itemid=9)

---

## 1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

27/11

Le Centre Palestinien des droits de l'homme confirme que les femmes de la bande de Gaza restent visées par les occupants israéliens. Elles sont agressées, humiliées, tuées. Leurs maisons sont détruites. Leurs terres sont confisquées.

Dans un communiqué dont notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, hier mercredi 25 novembre 2009, le centre juridique dit que les souffrances des femmes palestiniennes, en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza, sont en augmentation systématique. Le blocus et la guerre agressive israélienne menée contre Gaza n'ont fait qu'empirer leur situation.

Des dizaines de femmes palestiniennes continuent à vivre dans des conditions des plus difficiles et inhumaines dans les prisons israéliennes, au moment où le monde consacre une « journée mondiale contre la violence contre la femme ».

Les femmes de la bande de Gaza ont vécu des expériences horribles, en voyant leurs maris tués devant leurs yeux, leurs maisons détruites, leurs enfants devenant sans-abri !

Le centre note enfin que le blocus israélien a été la cause de la mort de 4 femmes depuis la fin de novembre 2008.

Elles sont en plus interdites de quitter la bande de Gaza pour aller chercher le soin ailleurs. Les jeunes filles se trouvent interdites d'aller continuer leurs études dans les universités arabes et étrangères.

<http://www.palestine-info.cc>

<http://www.alterinfo.net/notes/?start=10>

---

## 1-10 Politique extérieure & économique.

### Khoudari appelle les pays donateurs à exécuter leurs promesses pour la reconstruction de Gaza.

Le chef du comité populaire pour la levée du blocus injuste imposé depuis plus de 3 ans consécutifs, Dr. Jamal Al Khoudari a appelé les pays et les gouvernements donateurs à remplir leurs promesses pour la reconstruction de la Bande de Gaza et presser sur l'occupation pour faire entrer des matières et produits de construction.

Lors d'un communiqué publié, le dimanche 22/1, al Khoudari a appelé les hommes libres au monde à la nécessité de consolider tous les efforts pour lever le blocus injuste et très suffocant qui prive la population de la Bande de Gaza (plus d'un million et demi d'habitants) de ses droits légaux pour survivre.

"J'ai insisté, durant ma récente tournée, sur les moyens efficaces à prendre pour mettre fin à la tragédie des habitants de la Bande de Gaza, et j'ai souligné que le blocus a détérioré totalement notre vie dans tous les domaines, le niveau sanitaire, social, économique, culturel, environnemental ...", a souligné le leader palestinien.

Il est à noter que le chef du comité pour la levée du blocus a entamé une visite en Turquie, au Qatar, en Égypte, où il a rencontré plusieurs hautes personnalités politiques, des députés, des chefs d'associations privées et des institutions de la société civile, ainsi que des rencontres au niveau populaire.

CPI

23/11

[http://www.palestine-](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7mjrjfx7asmVqe6zV8w6jqJkxId5Nas96mWR5%2bYZe8UF2dhkGaYHDApl%2b9A19m%2fOi9uYB1ZXajfPvI0KF793uLz1XFrSTM9yXzN5IJy0Ilg%3d)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7mjrjfx7asmVqe6zV8w6jqJkxId5Nas96mWR5%2bYZe8UF2dhkGaYHDApl%2b9A19m%2fOi9uYB1ZXajfPvI0KF793uLz1XFrSTM9yXzN5IJy0Ilg%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7mjrjfx7asmVqe6zV8w6jqJkxId5Nas96mWR5%2bYZe8UF2dhkGaYHDApl%2b9A19m%2fOi9uYB1ZXajfPvI0KF793uLz1XFrSTM9yXzN5IJy0Ilg%3d)

---

## 1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes -

### Echange de prisonniers : le Hamas dénonce les manipulations israéliennes.

Israël a exagéré l'avancement des récentes discussions concernant un échange de prisonniers et a trompé les attentes de centaines de milliers de Palestiniens, ont déclaré mardi soir les dirigeants du Hamas.

Le premier Ministre palestinien, Ismaïl Haniyeh, lors d'une conférence de presse à Gaza à l'occasion de la libération de 20 femmes palestiniennes prisonnières politiques en Israël, en échange de l'enregistrement vidéo du soldat israélien capturé par la résistance - Photo : MaanImages

La déclaration a été faite après des jours de communiqués venant des médias palestiniens et israéliens annonçant la libération imminente de 1000 prisonniers palestiniens en échange d'un soldat israélien capturé [par la résistance palestinienne] en 2006.

Des pourparlers sous médiation allemande ont eu lieu à la suite de la remise d'une cassette vidéo montrant le soldat israélien en bonne santé.

« Si un accord n'est pas fixé dans les prochaines 48 heures », selon certaines sources du Hamas, ce sera la preuve des réticences israéliennes concernant les termes de l'accord d'échange, et du refus de montrer du sérieux dans les pourparlers. Un responsable des contacts avec la presse a qualifié [les déclarations israéliennes] « de propagande ».

Les négociateurs du Hamas recherchent un accord qui permettrait de faire sortir des geôles israéliennes une liste de 450 prisonniers palestiniens, comprenant des députés palestiniens, des femmes, des enfants, des personnes en détention administrative et des détenus de longue durée, ainsi qu'une seconde liste de 550 autres Palestiniens.

« La résistance palestinienne a toujours été prête à régler le cas du prisonnier [le soldat israélien capturé Gilad] Shalit, mais Israël a toujours fait marche arrière avec des excuses à propos des noms de la première liste de [450] prisonniers. Ils savent que la résistance va pas changer ces noms, peu importe combien de temps les négociations prendront. »

Toutefois, selon le quotidien israélien Haaretz, une délégation de responsables du Hamas à Damas mardi discutaient une dernière proposition d'Israël : la libération de certains prisonniers de premier plan mais avec comme destination l'exil. Selon le journal, cela concernerait quelques prisonniers qui seraient libérés et envoyés dans d'autres pays. Des sources palestiniennes ont révélé plus tôt dans la journée que les pourparlers

suggéraient d'envoyer le dirigeant du Fatah et grand partisan de l'unité [inter-palestinienne], l'avocat Marwan Barghouti, à Gaza plutôt qu'en Cisjordanie.

La semaine dernière un rapport de l'agence « Fox News » indiquait que 70 nouveaux noms avaient été soumis pour examen à Israël, après le refus de dizaines d'autres de noms sur la liste initiale. Les dirigeants du Hamas n'ont pas confirmé cet ajout de noms.

Ma'an News Agency

25 novembre 2009

<http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

Traduction : Info-Palestine.net

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=7695](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7695)

---

---

## b) Politique Israélienne

### Netanyahu, Lieberman & Peres

- Netanyahu

#### Nétanyahou, faiseur de paix ou saboteur ?

En exigeant de la Syrie et des Palestiniens de négocier "sans conditions préalables", tout en imposant ses propres conditions, le Premier ministre empêche tout déblocage de la situation.

18.11.

Une nouvelle invention vient de s'ajouter à longue liste des manœuvres dilatoires imaginées par les opposants au processus de paix. Celle-ci se résume par l'expression commerciale "sans conditions préalables". Ainsi, le Premier ministre d'Israël Benyamin Nétanyahou s'est récemment déclaré prêt à mener des négociations avec le président syrien Bachar El-Assad ainsi qu'avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, mais sans conditions préalables. Ça sonne bien. Après tout, ne peut-on pas y déceler une ouverture ?

Voyons voir. Sans conditions préalables de la part de qui ? D'Israël ou de la Syrie ? De Nétanyahou ou d'Abbas ? Israël est-il prêt à lever la condition préalable qu'il a lui-même posée, à savoir que la Syrie prenne ses distances avec l'Iran et cesse de soutenir le Hezbollah ? Plus important encore, est-ce que par "sans conditions préalables", Israël estime qu'il faut reprendre les négociations à zéro et que tout ce qui a déjà fait l'objet d'un accord avec les Syriens [il y a un an, grâce à la médiation de la Turquie] ne vaut rien ? Faudrait-il dès lors tout reprendre depuis le début ? Enfin, le nouvel aphorisme "sans conditions préalables" n'est-il pas de la part d'Israël un alibi pour exiger de Mahmoud Abbas qu'il renonce à sa propre condition à une reprise des négociations, à savoir qu'Israël cesse les travaux de construction dans les implantations [colonies] de peuplement ?

Les tiroirs de Nétanyahou, d'Assad et d'Abbas sont pleins à craquer de documents jaunis narrant l'interminable saga de négociations faites d'engagements et de conventions rédigés sur des coins de table, tous débouchant inmanquablement sur des rencontres secrètes et publiques, sans même parler des dizaines d'intermédiaires et de médiateurs que nous avons épuisés. Il suffit de jeter ne serait-ce qu'un coup d'œil sur une partie seulement de cette documentation pour être pris de vertige. Sans même parler des 60 % de la Cisjordanie que le député de Kadima [centre droit] Shaul Mofaz [ancien chef de l'armée] serait aujourd'hui prêt à céder à un Etat palestinien, des 98 % qu'Ehoud Barak dit avoir proposés à Yasser Arafat lorsqu'il était encore Premier ministre [en 2000] et des 99 % que l'ancien Premier ministre Ehoud Olmert a offerts [en 2008] à Mahmoud Abbas.

Si ces savantes formules mathématiques n'ont jamais débouché sur quoi que ce soit, c'est parce que ces pourcentages virtuels se sont toujours heurtés à d'autres chiffres, bien concrets ceux-là, ceux des implantations de peuplement, des expropriations de terres et des routes de contournement [pour les colonies en Cisjordanie], entre autres obstacles. Dans ces conditions, il n'est effectivement pas facile d'exiger d'Abbas qu'il reprenne les négociations "sans conditions préalables". Mais, quand Abbas refuse de renoncer à la seule condition susceptible de le mettre sur un pied d'égalité avec son non-partenaire israélien, c'est lui qui est accusé de refuser la négociation.

Les arrangements convenus avec la Syrie sont plus ou moins restés en l'état depuis leur formulation en 1996 à l'issue d'un sommet entre le président américain Bill Clinton, le Premier ministre israélien Barak et le ministre des Affaires étrangères syrien Farouk Al-Chareh, sommet qui n'avait débouché sur rien de concret. Quant aux entretiens menés début 2000, ils n'ont pas permis de véritable percée. Enfin, la médiation turque, qui était presque parvenue à faire se rencontrer Ehoud Olmert et Bachar El-Assad à la résidence officielle du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, n'a abouti à rien, suite à la brouille israélo-turque [consécutive à la guerre de Gaza de janvier 2009]. Les appels répétés d'Assad en faveur d'une reprise des pourparlers sont balayés par Israël d'un revers de main, sous prétexte que le président syrien essaie seulement d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, Gaby Ashkenazi, estime pourtant qu'une percée diplomatique ferait basculer la Syrie dans le camp arabe modéré, et même Barak [ministre de la Défense travailliste] émet l'hypothèse que les signaux envoyés par la Syrie sont sérieux. Mais, pour Nétanyahou, cela n'est pas encore assez pour remettre en branle un processus de négociations.

<http://www.courrierinternational.com/article/2009/11/18/netanyahou-faiseur-de-paix-ou-saboteur>

---

- Lieberman

## Les objections palestiniennes, "dernier des soucis" de Lieberman

Le chef de la diplomatie israélienne a ignoré jeudi la réaction palestinienne au moratoire de dix mois sur la délivrance de permis de construire dans les colonies juives de Cisjordanie, annoncé la veille.

"L'inquiétude des Palestiniens est le dernier de nos soucis. Avant la question palestinienne, nous devons nous soucier de nos amis à travers le monde. Nous leur avons parlé et la plupart nous ont dit: 'Aidez-nous à vous aider'", a déclaré Avigdor Lieberman, au micro de Radio Israël.

Les Etats-Unis, qui faisaient pression en ce sens pour ramener les Palestiniens à la table des négociations, se sont félicités de ce gel temporaire et partiel des chantiers dans les implantations juives.

Or, la décision du Premier ministre Benjamin Netanyahu, approuvée par son cabinet de sécurité dans lequel siège Avigdor Lieberman, reste loin des exigences de Mahmoud Abbas.

Le président de l'Autorité palestinienne réclame un gel total de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem pour relancer un processus de paix en panne depuis décembre, conformément à la "feuille de route" approuvée en 2003 par toutes les parties.

En visite jeudi au Chili, Mahmoud Abbas a déclaré que Netanyahu "avait à choisir entre la paix et la colonisation". "Malheureusement, il a choisi la colonisation", a-t-il déploré.

"La balle est dans le camp palestinien", a estimé pour sa part le ministre israélien des Affaires étrangères.

Aucun permis de construire ne doit être délivré pendant dix mois dans les colonies de Cisjordanie, mais la construction de 3.000 logements approuvée avant cette décision ou déjà en chantier sera malgré tout achevée. En outre, le moratoire ne s'applique qu'à la "Judée et Samarie", qui ne comprend pas Jérusalem et ses environs. Selon Saëb Erekat, négociateur palestinien en chef, le gouvernement israélien n'a pris cette décision que pour échapper aux pressions de Washington. "Au bout du compte, Netanyahu devra faire la paix avec nous, les Palestiniens, pas avec les Américains", a-t-il ironisé.

"Si c'est ce qu'il veut, c'est son affaire. Ce que je sais, c'est que Washington est à 9.000 km de Jérusalem, alors que Jéricho (en Cisjordanie) n'est qu'à 100 km."

Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a sollicité mercredi la compréhension des colons à l'égard de cette mesure destinée à maintenir de bonnes relations avec les Etats-Unis, afin notamment de préserver la supériorité militaire de l'Etat juif dans la région.

"Netanyahu pense désormais qu'il va avoir un répit, qu'il a fait sa part", a commenté Ben Caspit, éditorialiste au quotidien Maariv, évoquant les pressions américaines.

Josef Nasr

Avec Haitham Tamimi,

version française Jean-Philippe Lefief et Guy Kerivel

Jeudi 26 novembre, 18h33

Reuters

[http://fr.news.yahoo.com/4/20091126/twl-po-colonies-38cfb6d\\_5.html](http://fr.news.yahoo.com/4/20091126/twl-po-colonies-38cfb6d_5.html)

## Lieberman et l'inquiétude des Palestiniens.

"L'inquiétude des Palestiniens est le dernier de nos soucis. Avant la question palestinienne, nous devons nous soucier de nos amis à travers le monde. Nous leur avons parlé et la plupart nous ont dit: 'Aidez-nous à vous aider'", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, au micro de Radio Israël.

Et d'ajouter : « La balle est dans le camp palestinien"(...) Nous avons fait tout ce qui est possible pour Abou Mazen. Le gouvernement a consenti à des gestes sans précédent et tout ce que nous avons reçu en échange, ce sont des coups et des manœuvres anti-israéliennes sur le front international de la part de l'Autorité palestinienne". Le chef de la diplomatie israélienne a averti qu'à l'issue du moratoire, « Israël reviendra à la politique de construction des gouvernements précédents pour permettre aux Israéliens habitant dans les implantations de mener une vie normale". La proposition israélienne s'est vu opposer une fin de non-recevoir des Palestiniens qui ont jugé que " Nétanyahou n'a avancé aucune formule pour relancer les négociations" de paix. Les Etats-Unis ont en revanche réagi positivement à cette annonce.

Loin des exigences de Mahmoud Abbas, la décision de Benjamin Netanyahu prévoit le gel temporaire et partiel des implantations juives à l'exception de Jérusalem-est. "La balle est dans le camp palestinien", a conclu le chef de la diplomatie israélienne.

26/11/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=112969&language=fr>

---

- Peres

## Peres exclut Al Qods des négociations et considère la question des colonies marginale ...

Le président Egyptien a montré que la question d'Al Qods occupée représente la principale cause pour les arabes et musulmans du monde entier, en évoquant que cette question doit être la première chose à considérer dans les négociations prévues.

Moubarak a porté l'occupation israélienne responsable de l'échec du processus de paix en l'appelant à l'adoption des décisions courageuses de paix, notamment pendant cette période critique, selon les propos de Moubarak.



Le président de l'entité de l'occupation a exclu toute discussion de la ville d'al Qods durant les négociations, en soulignant qu'elle est sous leur domination, tout en qualifiant la question des colonies sionistes en Cisjordanie occupée de question "marginale".

Peres affirmant qu'elle a pris, par défaut, des "proportions démesurées", en soulignant qu'Al Qods occupée est sous l'intégration et la domination de son entité sioniste, en laissant à réévaluer après cette question via des négociation ou même un accord.

23/11

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7pVUdcbWv%2fRVD9jo5Pam3nADnOpNuEGAcdagHX6hsHH9OELZMb88%2f5uCpqZX9%2f679W%2bZNwQhDuWPTXedZIY1RGXejlCf9FHQY4U14Y50ATBo%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7pVUdcbWv%2fRVD9jo5Pam3nADnOpNuEGAcdagHX6hsHH9OELZMb88%2f5uCpqZX9%2f679W%2bZNwQhDuWPTXedZIY1RGXejlCf9FHQY4U14Y50ATBo%3d)

---

## 2-3 Sur le terrain.

### L'occupation décide de démolir 53 maisons palestiniennes

"Les habitants de 53 logements résidentiels vivent un état d'inquiétude après la décision des autorités de l'occupation de démolir leurs maisons, sous prétexte qu'elles ont été construites sans permission, en causant l'expulsion de 207 Palestiniens dont 117 enfants", a dit l'organisation d'al-Maqdissi.

L'organisation a souligné, le mercredi 25/11, dans un communiqué, qu'elle a effectué une tournée dans la région, en registrant la souffrance des habitants qui ont exprimé leur crainte, et surtout que la majorité de ces familles n'ont pas d'autres abris que leurs maisons.

Elle a dit que le tribunal de l'occupation dans la ville occupée d'al-Qods a imposé des amendes de 3 millions de Shekels contre ces familles.

L'organisation a déclaré que la municipalité de l'occupation, à al-Qods, refuse toutes les demandes présentées par les familles palestiniennes pour obtenir des permissions de construction, et que la municipalité a accepté dernièrement un projet sioniste pour construire 110 unités coloniales dans la colonie proche de la montagne d'al Moukaber.

CPI

25-11

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2bY6Dli%2b70qbkCHv2zdvZZcVj59K6G%2bfbq6i3lIV3kqcohWIYiGuxAjU1W13811JR9H6v5zoGrfBSyeadwtIS7N%2bKdHHBVPzE2zkfHAMcqT8%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7%2bY6Dli%2b70qbkCHv2zdvZZcVj59K6G%2bfbq6i3lIV3kqcohWIYiGuxAjU1W13811JR9H6v5zoGrfBSyeadwtIS7N%2bKdHHBVPzE2zkfHAMcqT8%3d)

### Une mutinerie de soldats a soulevés les inquiétudes en Israël.

Le Premier Ministre Israélien, Benjamin Netanyahu, a exprimé ses inquiétudes Mardi concernant une mutinerie menée par des soldats pro-colons, qui a soulevé les craintes d'une extension des mutinerie dans les rangs, dans tout changement futur concernant les colonies.

« Notre sécurité et notre existence dépendent des Forces de Défense d'Israël (IDF), » a indiqué Netanyahu aux journalistes. « Si vous favorisez la désobéissance, vous provoquerez la chute de l'Etat. Il n'y a aucune place pour la désobéissance. »

Lors d'un incident Lundi, minimisé par les militaires comme étant une aberration et décrits par certains commentateurs politiques comme un franchissement de la ligne rouge, une poignée de soldats a protesté contre le démontage partiel d'un avant-poste de colons en Cisjordanie.

Leur action a incité 15 députés de droite au parlement, sur les 120 membres, à proposer un projet de loi qui empêcherait l'Armée de forcer les troupes à enlever les juifs des colonies en territoires occupés.

Deux des soldats ont désobéi aux ordres et ont refusé de sécuriser le site de la colonie, qui avait été construit sans l'autorisation du gouvernement et où la police a rasé deux bâtiments. Ils ont été condamnés respectivement à 20 et 14 jours de prison.

Deux autres soldats, qui ont retardé un signal dans une base de l'armée en Cisjordanie, indiquant que leur bataillon n'évacuerait jamais de colonies, ont également fait face à une audition disciplinaire durant laquelle ils ont chacun écopé d'une peine d'un mois de prison.

« L'Armée... doit comprendre qu'il y a certains soldats qui ne peuvent pas obéir à ces ordres. C'est comme demander à quelqu'un de frapper son frère, » a dit le Rabbin Elyakim Levanon du séminaire d'Elon Moreh en Cisjordanie où une partie des troupes avaient étudié.

« Arrêtez l'anarchie, » a répondu un titre d'un des plus grands journaux d'Israël, Yediot Aharonot, concernant les commentaires appelant l'armée à être sévère avec les soldats qui désobéissent aux ordres.

Le chef d'Etat-major de l'Armée, le Lieutenant-Général Gabi Ashkenazi, a dit aux journalistes qu'il ferait exactement cela.

Mais le Brigadier-Général, Avi Bnayahu, le porte-parole en chef de l'Armée, a minimisé la portée des protestations.

« Ceci n'est pas un raz de marée politique déferlant sur les militaires et l'affaire ne s'est pas envenimée pour devenir hors de contrôle, » a déclaré Bnayahu.

Les clivages idéologiques sont profonds en Israël, particulièrement concernant le futur d'environ 500.000 juifs,

vivant parmi 2,7 millions de Palestiniens en Cisjordanie et à Jérusalem Est, secteurs capturés durant la guerre de 67.

Mais l'Armée, dans laquelle les hommes et les femmes juifs sont enrôlés à l'âge de 18 ans, a longtemps été vue comme hors de la portée des débats politique.

Les soldats qui ont participé au retrait des colons de la bande de Gaza en 2005 ont été soigneusement triés et ont été particulièrement entraînés pour cette tâche. Les troupes qui ne sont pas à l'aise avec ce genre de mission ont été tranquillement excusées par leurs commandants.

Les demolitions ordonnées par les Politiques de certains des douzaines d'avant-postes érigés par les juifs en Cisjordanie sans autorisation formelle, sont habituellement effectuées par la police plutôt que les soldats, qui sont assignés à assurer la sécurité du périmètre.

La dernière mutinerie a été à la suite d'un mouvement de protestation le mois dernier des appelés, qui ont perturbé leur cérémonie de prise de serment, en appelant à la colonisation continue juive en Cisjordanie, une partie du territoire où les Palestiniens espèrent créer un Etat.

Après cet incident, deux soldats ont été condamnés à 20 jours de prison et retirés de leur unité.

« Personne ne devrait s'étonner si les signes de protestations au sein de l'Armée contre l'évacuation des structures et des colonies ne font seulement qu'augmenter, » a écrit Alex Fishman, correspondant aux affaires militaires pour le plus grand journal Israélien, Yediot Aharonot.

« Après tout, ces soldats ont été condamnés à seulement quelques jours de détention, comme s'ils avaient commis une infraction au code de la route. »

Traduction Alter Info

<http://www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSLH579927>

Mercredi 18 Novembre 2009

[http://www.alterinfo.net/Une-mutinerie-de-soldats-a-soulevés-les-inquietudes-en-Israel\\_a39390.html](http://www.alterinfo.net/Une-mutinerie-de-soldats-a-soulevés-les-inquietudes-en-Israel_a39390.html)

---

## 2-4 Les grandes manœuvres...

### Shalit: Israël prêt à libérer 980 prisonniers palestiniens

Israël est prêt à libérer 980 prisonniers palestiniens en échange du soldat Gilad Shalit, détenu depuis plus de trois ans dans la bande de Gaza, a annoncé dimanche la radio publique israélienne.

Lors d'une audience devant la Cour suprême, le procureur de l'Etat a pour la première fois précisé le nombre de détenus palestiniens qui pourraient être relâchés dans le cadre d'un éventuel accord d'échange avec le Hamas, a ajouté la radio.

Il a précisé que 450 prisonniers seraient choisis par le Hamas, qui détient Gilad Shalit, tandis qu'Israël déterminera la liste des 530 autres prisonniers, selon la même source.

30/11

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/shalit-israel-pret-liberer-980-prisonniers-palestiniens>

---

## 2-7 Diplomatie & engagements.

### Première visite d'un ministre israélien à Ankara depuis le gel diplomatique.

Benjamin Ben Eliezer, ministre israélien du Commerce et de l'Industrie, va se rendre demain en Turquie, a-t-on appris hier de source officielle.

Il s'agit de la première visite d'un ministre israélien en Turquie depuis l'offensive israélienne dans la bande de Gaza à la fin 2008, qui avait suscité de vives critiques d'Ankara et un refroidissement des relations bilatérales. « J'espère que ma visite va contribuer à améliorer les relations entre les deux pays qui ont une importance stratégique fondamentale pour Israël », a déclaré hier M. Ben Eliezer à la radio. Ce dernier, qui est à la tête d'une importante délégation économique, doit rencontrer lundi notamment le ministre turc de la Défense, Vacdi Gönül.

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638621/Breves.html>

---

## 2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

23-11

Plusieurs dirigeants de l'entité sioniste, à leur tête, Benjamin Netanyahu, ont justifié les expansions coloniales en considérant cela de croissance naturelle pour les sionistes.

Il est à noter que ces déclarations et pratiques sionistes ont provoqué la colère des palestiniens, des arabes, des musulmans et des hommes libres au monde entier, notamment après les déclarations de la ministre Hillary Clinton lors de sa dernière visite aux territoires palestiniens occupés, où elle a soutenu la position sioniste pour les extensions coloniales, en qualifiant l'appel international à les arrêter de pré-condition pour la reprise des négociations du processus de paix.

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7pVUdcbWv%2fRVD9jo5Pam3nADnOpNuEGAcadagHX6hsHH9OELZMb88%2f5uCpqZX9%2f679W%2bZNwQhDuWPTXedZiY1RGXejlCf9FHQY4U14Y50ATBo%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7pVUdcbWv%2fRVD9jo5Pam3nADnOpNuEGAcadagHX6hsHH9OELZMb88%2f5uCpqZX9%2f679W%2bZNwQhDuWPTXedZiY1RGXejlCf9FHQY4U14Y50ATBo%3d)

Colonies juives en Cisjordanie: Nétanyahou propose un gel de dix mois

Le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou propose un gel de dix mois dans la construction d'implantations juives en Cisjordanie, selon des informations télévisées diffusées lundi. Ce gel ne s'appliquerait pas aux quartiers juifs à Jérusalem est, selon ces informations citant des responsables israéliens non identifiés. Les Palestiniens revendiquent cette partie de la ville pour capitale.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a réclamé un gel total de la construction des implantations en Cisjordanie et à Jérusalem est avant toute reprise des pourparlers de paix. Les Etats-Unis demandent également un gel de la colonisation.

24-11

AP

## Netanyahu suspend la colonisation en Cisjordanie, mais pas à Jérusalem.

L'État hébreu suspend pour 10 mois la construction dans les implantations de Cisjordanie, mais pas à Jérusalem-Est.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a annoncé hier une suspension temporaire de la colonisation en Cisjordanie mais pas à Jérusalem-Est comme le réclament les Palestiniens. L'exclusion de Jérusalem de l'offre israélienne enterre de facto toute chance de

reprise du dialogue de paix avec les Palestiniens, ces derniers considérant cette question comme non négociable.

« Le cabinet (de sécurité) a approuvé la suspension de nouvelles mises en chantier de logements en Judée-Samarie (nom biblique pour la

Cisjordanie) pour une durée de 10 mois », a déclaré le chef du gouvernement israélien. Mais, a ajouté M.

Netanyahu, « je n'impose

aucune limitation à la construction à Jérusalem, notre capitale souveraine ». La proposition israélienne a été immédiatement rejetée par

les Palestiniens, qui ont jugé que « M. Netanyahu n'a avancé aucune formule pour relancer les négociations » de paix. « Il n'y avait rien de

nouveau dans le discours de Netanyahu », a déploré le négociateur palestinien Saëb Erakat. « Les colonies vont continuer en Cisjordanie et

à Jérusalem et il y aura bien plus d'activités d'implantations à Jérusalem au cours des 10 prochains mois que maintenant », a-t-il prédit. « Aux yeux des Palestiniens et des Arabes, Jérusalem est une ligne rouge à ne pas franchir. Le retour aux négociations doit se faire sur la base d'un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem », a déclaré à l'AFP Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas. « L'exclusion de Jérusalem (d'un gel de la colonisation) est un problème très, très sérieux pour nous. Israël doit arrêter de violer les lois internationales », a estimé hier le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad.

Depuis Santiago, au Chili, où il se trouvait hier, M. Abbas a de nouveau réclamé « la fin des colonies illégales dans les territoires palestiniens (...) qui font obstacle à la viabilité et à la contiguïté géographique du futur État palestinien, qui doit avoir Jérusalem-Est comme capitale ». Les États-Unis ont en revanche réagi positivement à cette annonce. « L'annonce d'aujourd'hui faite par le gouvernement israélien aide à avancer vers la résolution du conflit israélo-palestinien », a estimé la secrétaire d'État, Hillary Clinton.

Après son adoption par le cabinet de sécurité, qui réunit les plus importants ministres du gouvernement, le moratoire sur la construction de nouveaux logements en Cisjordanie doit être approuvé dimanche par le Conseil des ministres. « C'est une mesure qui n'est pas facile, elle est douloureuse, mais nous la prenons pour encourager la reprise des négociations et parvenir à la paix avec nos voisins palestiniens », a plaidé le chef du gouvernement israélien. « J'espère que les Palestiniens et le monde arabe exploiteront cette occasion pour avancer dans la voie de la paix », a-t-il ajouté. « J'ai déjà dit que l'on permettra aux 330 000 habitants israéliens de Judée-Samarie de mener une vie normale, c'est pourquoi nous continuerons à construire des synagogues, des écoles, des jardins d'enfants et des bâtiments publics » dans les colonies de Cisjordanie. M. Netanyahu a également averti qu'à « la fin de la période de suspension, mon gouvernement va reprendre la politique de construction des gouvernements précédents en Judée-Samarie ».

Le processus de paix israélo-palestinien est dans l'impasse depuis près d'un an en dépit des efforts américains pour le relancer. La reprise des discussions achoppent sur la question de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est, à majorité arabe et annexée par Israël en juin 1967, et dont les Palestiniens veulent faire la capitale de leur futur État. Israël considère l'ensemble de Jérusalem, y compris le secteur oriental dont l'annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale, comme sa capitale indivisible. Environ 270 000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, ainsi que quelque 200 000 Israéliens.

[http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638986/Netanyahu\\_suspend\\_la\\_colonisation\\_en\\_Cisjordanie%2C\\_mais\\_pas\\_a\\_Jerusalem.html](http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638986/Netanyahu_suspend_la_colonisation_en_Cisjordanie%2C_mais_pas_a_Jerusalem.html)

## Israël menace les Palestiniens de rétorsion.

Les Palestiniens ont l'intention de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU afin d'obtenir son soutien en faveur de la création d'un État palestinien indépendant dans les frontières de juin 1967 (soit avant l'occupation israélienne).

Lundi, l'Autorité palestinienne a sollicité l'appui de l'Union européenne (UE) à son projet.

Des dirigeants israéliens ont menacé les Palestiniens de rétorsion s'ils proclament un État indépendant sans accord avec Israël, tout en doutant de leur détermination à mettre un tel projet à exécution.

Le premier ministre Benjamin Netanyahu a mis en garde dimanche soir la direction palestinienne contre toute « action unilatérale » mais sans préciser quelles mesures Israël pourrait prendre. L'avertissement de M. Netanyahu répond à la décision des Palestiniens de demander à l'ONU de reconnaître leur indépendance.

«Toute action unilatérale défera la trame des accords passés et entraînera des actions unilatérales d'Israël», a toutefois averti M. Netanyahu, qui a appelé à nouveau l'Autorité palestinienne à reprendre la négociation, stoppée depuis plus d'un an, «sans condition préalable».

Plus explicites, des ministres de son parti, le Likoud (droite), ont énuméré toute une série de mesures de rétorsion qu'Israël pourrait prendre, y compris l'annexion unilatérale de blocs de colonies en Cisjordanie, ce qui reviendrait à annuler les accords de paix d'Oslo de 1993.

Le ministre de l'Environnement Gilad Erdan a accusé les dirigeants palestiniens de «jouer avec le feu» sur la question d'un État indépendant.

Mais il a estimé qu'il pourrait s'agir d'une «tempête dans un verre d'eau» et d'«une manœuvre interne destinée à rehausser l'image de Mahmoud Abbas», le président affaibli de l'Autorité palestinienne.

«Les Palestiniens auraient eux-mêmes beaucoup à perdre en cas de proclamation unilatérale d'indépendance», a ajouté ce proche de M. Netanyahu, évoquant la possibilité qu'Israël «stoppe les transferts d'argent» dus à l'Autorité palestinienne en vertu des accords signés sur les tarifs douaniers.

Israël, qui occupe la Cisjordanie, pourrait également, selon lui, rétablir un certain nombre de barrages routiers retirés dernièrement et --plus sérieux-- «procéder à une annexion formelle d'une partie des implantations» juives en Cisjordanie.

Le ministre travailliste du Commerce et de l'Industrie Benyamin Ben Eliezer a reconnu que l'initiative palestinienne «traduisait la frustration d'une population qui ne voit pas d'issue à une occupation qui dure depuis près de 43 ans».

S'inquiétant d'un «isolement croissant d'Israël sur la scène internationale», le ministre travailliste a exhorté le gouvernement «à faire tous ses efforts pour relancer au plus vite la négociation», y compris en annonçant un gel total mais temporaire de la colonisation.

Du côté palestinien, le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina, a accusé Israël de «chercher des prétextes et des excuses pour s'opposer à l'établissement d'un État palestinien».

«La réponse du premier ministre est un aveu que l'actuel gouvernement israélien ne veut pas la paix», a commenté M. Roudeina.

La reprise des pourparlers sur le contentieux des colonies, les Palestiniens réclamant d'abord un arrêt total des implantations en Cisjordanie occupée (dont Jérusalem-est), alors que le gouvernement Netanyahu offre seulement un gel partiel de la construction.

Les Palestiniens, qui ont suspendu les négociations il y a près d'un an après des années de tractations infructueuses, accusent les Israéliens d'être les premiers à mener «une action unilatérale» en créant des faits accomplis de colonisation, 500.000 Israéliens s'étant désormais installés en Cisjordanie (dont 200.000 à Jérusalem-est).

AFP

16 novembre 2009

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/16/01-922139-israel-menace-les-palestiniens-de-retorsion.php>

## Israël/colonies: colons, nationalistes, religieux dénoncent le moratoire.

"Après une telle mesure, nous serons présentés comme des faibles", a regretté M. Yishai, selon son porte-parole. Ce moratoire a également suscité la colère des députés de l'aile droite du Likoud, le parti de Netanyahu.

Le mouvement des colons en Israël, l'extrême droite, les ultra-orthodoxes et des députés de la majorité se sont élevés mercredi contre la suspension partielle et temporaire de la colonisation en Cisjordanie annoncée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Le chef de file du Conseil de Yesha, la principale organisation représentative des colons, a critiqué la décision du Premier ministre.

"Le gouvernement Netanyahu a été élu pour galvaniser la colonisation, or dès la formation du gouvernement, il l'a au contraire gelée et maintenant il passe à l'étape de la persécution et de la liquidation", a affirmé Danny Dayan à la radio publique.

Le chef du parti ultra-orthodoxe Shass, Elie Yishai, qui est ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre, a affirmé qu'il ne pouvait "accepter un gel de la construction (dans les colonies) même pour un seul jour". Le député Yariv Levin a qualifié cette mesure d'"anti-juive et anti-israélienne". "On a l'impression qu'Israël vit désormais sous un régime présidentiel dans lequel Barack Obama (le président américain) détermine la politique du gouvernement", a déploré ce parlementaire.

Un autre député du Likoud, Danny Danon, a demandé que la décision soit soumise au groupe parlementaire du Likoud: "Si ce n'est pas le cas, j'appellerai à une réunion du comité central du Likoud pour empêcher cette trahison de nos engagements auprès de nos électeurs".

En revanche, la Paix Maintenant, une organisation de gauche opposée à la colonisation s'est félicitée, estimant dans un communiqué qu'il s'agit d'une "décision historique qui va dans la bonne direction".

"Mais nous allons renforcer notre surveillance de la construction dans les colonies pour vérifier qu'il ne s'agit pas d'une tromperie et que les colons ne vont pas continuer à faire comme ils l'entendent", a promis ce mouvement. Sous pression américaine, M. Netanyahu a proposé mercredi une suspension partielle de la colonisation pendant dix mois en Cisjordanie occupée afin de relancer le processus de paix, une offre rejetée par les Palestiniens car jugée insuffisante.

## 2-11 Politique extérieure.

### Limor Livnat critique l'administration Obama

La ministre israélienne de la Culture et des Sports a reproché jeudi soir à l'administration du président américain Barack Obama d'avoir contraint Israël à se résigner à un gel temporaire de la colonisation en Cisjordanie.

«La situation d'Israël est complexe, et nous avons affaire à un gouvernement américain rigide», a déclaré Mme Limor Livnat lors d'une réunion politique à Beersheva.

«Ce gouvernement américain a contraint le Premier ministre Benjamin Netanyahu à souffrir mille morts», a ajouté Mme Livnat, représentante de l'aile radicale du parti Likoud (droite) au pouvoir.

«Nous avons adopté une décision qu'aucun gouvernement israélien n'a pris dans le passé, et sans la moindre contrepartie. J'ai du mal à accepter cela», a-t-elle encore dit.

M. Netanyahu a annoncé mercredi soir un coup de frein pendant dix mois à la colonisation en Cisjordanie occupée, mais pas à Jérusalem, dans le but de relancer le processus de paix avec les Palestiniens.

Suite aux propos de Mme Livnat, le bureau de M. Netanyahu a publié un communiqué indiquant qu'ils n'exprimaient pas la position de son gouvernement. Il a en outre remercié le président et le gouvernement américains pour leur soutien à la sécurité d'Israël et leurs efforts dans le processus de paix au Proche-Orient.

Agence France-Presse

26 novembre 2009

<http://www.cyberpresse.ca/la-presse/200911/26/01-925504-une-ministre-israelienne-critique-ladministration-obama.php>

## 2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

### L'occupation torture un captif aveugle dans le centre d'enquête de "Petah Tekfa".

Le comité d'information de l'organisation chargée des affaires des captifs, allié au Hamas, a révélé que le captif aveugle Oubadeh Bilal, 30 ans, habitant de la ville de Naplouse, s'est exposé à différentes sortes de tortures très sauvages, durant plus d'une semaine, après avoir été transporté d'une manière surprenante au centre d'enquête sioniste de Betah Tekfa. Le communiqué a révélé également que la femme du captif Oubadeh a été arrêtée, le jeudi passé, sur l'un des barrages militaires de l'occupation, à l'entrée de la ville de Ramallah, en soulignant qu'Oubadeh Bilal a été condamné, avant, à 11 ans de prison ferme, en passant 7 ans dans la prison du Néguev, et que son frère Saïd a été condamné à 21 fois de perpétuité, alors que son deuxième frère, Othman a été condamné à 15 fois de perpétuité.

"Leur père est le défunt, Cheikh Saïd Bilal, l'un des célèbres hommes du premier groupe des frères musulmans", a souligné le comité.

"Sa femme est soumise aussi, actuellement, à des enquêtes sionistes, dans le même centre", a affirmé le comité lors d'un communiqué diffusé, le lundi 23/11, en confirmant que les soldats continuent d'imposer des enquêtes très sévères sur son mari, selon les témoignages de ses amis captifs.

CPI

23/11

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7H67jgoqXNJQrmEQWrORmjl2BTyAwN2th0h%2fuvnJZunjWlfomsOGNON%2blEI6RGeTk5g6B4gzqM2PjhgyM7S5krrTsB0JButXFwLNYl%2bdrQds%3d>

21-11

Les forces israéliennes ont envahi le village de Bil'in le matin de jeudi 19 novembre et ont arrêté un jeune impliqué dans les manifestations hebdomadaires contre le Mur, d'après une déclaration du Comité Populaire local.

«Dans une campagne d'arrestations menée récemment par l'armée israélienne dans la tentative d'écraser la résistance populaire contre le Mur dans le village, une unité de l'armée a envahi Bil'in ce matin et a arrêté Mohammad Yassine, 19 ans,» précise le communiqué.

Les soldats s'étaient déguisés en civils palestiniens et sont rentrés dans le village avec une camionnette Isuzu recherchant des résidents soupçonnés d'avoir organisé et participé à des manifestations hebdomadaires du village.

Yassine a été arrêté au garage où il travaille comme mécanicien. Le frère et la mère de Yassine étaient intervenus pour aider leur proche, croyant qu'il était agressé par des passants, continue le Comité Populaire.

Selon le Comité, 28 habitants de Bil'in ont été arrêtés en raison de leur implication dans les manifestations depuis le 23 juin 2009.

Comité Populaire de Bil'in

[http://french.pnn.ps/index.php?option=com\\_content&task=view&id=4451](http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4451)

21/11/2009

L'armée d'occupation israélienne a arrêté en Cisjordanie, pour la seconde fois en 24 heures, des responsables de la sécurité palestinienne, a-t-on appris de source sécuritaire palestinienne.

Les militaires israéliens ont arrêté samedi à l'aube aux abords de la ville de Kalkilya, dans le nord de la Cisjordanie, cinq Palestiniens, dont trois membres des services de sécurité palestiniens, a-t-on précisé.

La veille, l'armée d'occupation israélienne avait arrêté à Salfit, près de Naplouse, également dans le nord de la Cisjordanie, un chef local d'un service de sécurité palestinien et quatre de ses hommes.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=112218&language=fr>

## Cisjordanie : un chef de la sécurité palestinienne arrêté

Un chef local d'un service de sécurité palestinien et quatre de ses hommes ont été arrêtés hier par l'armée israélienne dans le nord de la Cisjordanie, a-t-on appris de source sécuritaire palestinienne. Le lieutenant-colonel Mohammad Bani Fadel, âgé de 45 ans, et quatre de ses hommes ont été capturés dans la ville de Salfit, près de Naplouse, selon cette source. L'armée israélienne poursuivait ses recherches pour tenter d'arrêter un sixième homme. Interrogé par l'AFP, un porte-parole de l'armée n'a ni confirmé ni démenti ces informations.

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638621/Breves.html>

---

## 2-14 Prisons & tortures : Déclaration

### Un juge israélien reconnaît qu'il y a une discrimination contre les enfants palestiniens

La jurisprudence israélienne pratique une vraie discrimination à l'encontre des citoyens israéliens d'origine palestinienne. Elle permet de juger et d'emprisonner un adolescent palestinien pour la moindre chose, pour la moindre protestation contre la police ou l'armée de l'occupation israélienne. Cependant, aucun enfant juif n'a été condamné de la même façon.

Des sources médiatiques ont rapporté, hier jeudi 12 novembre, que Yofal Chanmi, juge au tribunal d'enfance dans la ville Al-Nassira, avait critiqué l'existence de deux tendances dans le système juridique. Dans les tribunaux, le traitement n'est pas le même pour les mineurs palestiniens et leurs semblables juifs.

Le juge argumentait sa décision de ne pas condamner un mineur palestinien accusé d'avoir lancé des pierres sur un véhicule de la police sioniste, durant la dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza, au début de l'année en cours. Il a seulement obligé l'enfant à signer un document l'engageant à ne pas faire d'acte semblable pendant deux ans, et à travailler 200 heures dans un poste d'intérêt public.

Pourquoi les jeunes colons et les Juifs extrémistes commettant des actes pareils, pour des raisons idéologiques, ne sont pas condamnés, prétexte le juge.

13/11

<http://www.palestine-info.cc>

[http://www.alterinfo.net/notes/Un-juge-israelien-reconnait-qu-il-y-a-une-discrimination-contre-les-enfants-palestiniens\\_b1703465.html](http://www.alterinfo.net/notes/Un-juge-israelien-reconnait-qu-il-y-a-une-discrimination-contre-les-enfants-palestiniens_b1703465.html)

---

## 3 Politique Internationale des territoires occupés

### a) Pays Arabes & voisins

Le 12 novembre, les chefs de diplomatie et les représentants de 14 pays arabes ont décidé, lors d'une réunion du comité de suivi de l'initiative de paix arabe, de s'adresser au Conseil de sécurité pour lui demander de «reconnaître un Etat palestinien dans les frontières de 1967». Ils ont demandé une réunion du Conseil ministériel arabe pour entériner cette décision.

AFP

---

## Arabie Saoudite

### Le roi Abdallah invite Sarkozy

extrait

Sur le conflit israélo-palestinien, Abdallah est déçu par l'incapacité de Barack Obama d'arracher un gel israélien de la colonisation dans les territoires occupés. «Je sais maintenant qu'il ne peut pas délivrer un accord de paix», répète le roi à ses visiteurs. «Comment faire pour éviter de désespérer les Palestiniens et le monde musulman ?», s'inquiète-t-on dans l'entourage du président.

Nicolas Sarkozy cherchera à recueillir l'aval saoudien à son projet de conférence internationale à Paris pour relancer les négociations de paix. Mais Riyad hésite à s'engager.

En 2007, l'Arabie avait parrainé un accord de réconciliation entre le Hamas et l'autorité palestinienne, que les États-Unis, ensuite, avaient sabordé.

17/11

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/11/17/01003-20091117ARTFIG00299-le-roi-abdallah-invite-sarkozy-a-la-ferme-.php>

---

## Égypte

### Abdel-Rahman Salah: « Israël doit cesser ses politiques de changement de la réalité sur le terrain »

Extrait

Assistant du ministre égyptien des Affaires étrangères pour les affaires arabes, **Abdel-Rahman Salah** évoque l'action du Caire envers la question palestinienne, les rapports avec l'Iraq ainsi qu'avec l'Iran.

Al-Ahram Hebdo : Les colons israéliens tentent régulièrement de pénétrer sur l'Esplanade des mosquées, donnant lieu à des affrontements entre Palestiniens et Israéliens. Que cherche Israël par ces provocations à Jérusalem ?

**Abdel-Rahman Salah** : Le problème principal dans toutes les politiques israéliennes dans les territoires occupés est qu'elles essayent de modifier la situation sur le terrain pour prédéterminer le résultat des négociations. Ce qui rend plus difficile l'aboutissement de la solution sur laquelle toutes les parties sont d'accord, à savoir la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Sur le terrain, la construction des colonies se poursuit. Il y a aussi la construction du mur à l'intérieur des terres palestiniennes de 1967. La politique de judaïsation de Jérusalem consiste non seulement à construire des colonies à l'intérieur de Jérusalem-Est, mais aussi à exproprier des terres palestiniennes, à empêcher des Palestiniens d'obtenir des permis de construction ou des permis pour réparer les maisons détériorées, à fermer des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est comme la maison d'Orient. Toutes ces mesures ont pour objectif de judaïser Jérusalem-Est et de rendre plus difficile la solution de deux Etats avec Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien.

– Les Palestiniens se plaignent de l'absence d'un rôle arabe face à la judaïsation de Jérusalem. Que fait l'Égypte pour faire face à cette politique israélienne ?

– L'Égypte agit sur plusieurs niveaux. Au niveau bilatéral avec Israël via notre traité de paix, nous disons à Israël que ce sont des mesures graves qui ont des répercussions négatives sur toute opportunité de paix et sur les chances d'Israël d'être accepté dans la région dans le futur. L'Égypte poursuit également ses contacts bilatéraux avec les États-Unis à ce sujet. Notre position est qu'une des conditions de la reprise des négociations (israélo-palestiniennes) est l'arrêt de toutes les mesures qui cherchent à modifier la réalité sur le terrain : la construction des colonies et toutes les mesures qui portent sur la judaïsation de Jérusalem. L'Égypte pense que, sans l'arrêt de ces mesures, les négociations n'auront ni sens ni but. Si nous sommes tous d'accord que le but est l'établissement de deux Etats indépendants, l'un palestinien et l'autre israélien, alors ce qui se passe rend ce but impossible. Cette position est mise en avant avec les États-Unis, avec l'Union européenne et avec la Russie. Il y a enfin le niveau multilatéral, où l'Égypte agit avec le groupe arabe dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique et du groupe des non-alignés que l'Égypte préside. Là, le langage est le même : l'opposition à la politique israélienne grave et catastrophique dans les territoires occupés, Jérusalem inclus.

Nous sentons que la période qui vient est très importante et nécessite une unité arabe. Il y a une opportunité pour poursuivre le processus de paix si les efforts américains parviennent à mettre fin aux politiques israéliennes. Mais les efforts américains ne réussiront pas tous seuls, mais seulement avec une position arabe unie qui suivra la position égyptienne que j'ai mentionnée.

– Justement, comment faire évoluer la coopération interarabe ?

– Il existe de nombreux domaines pour développer la coopération interarabe. Dans le domaine politique, pour résoudre les questions d'intérêt commun, comme le retour des territoires arabes occupés par Israël, la paix au Proche-Orient, éviter une course nucléaire dans la région ... Il y a également la coopération économique, le libre-échange et les investissements entre les pays arabes. Le sommet économique au Koweït, qui a eu lieu en janvier dernier, était une initiative commune koweïto-égyptienne. D'ailleurs, c'est l'Égypte qui accueillera le prochain sommet. Ce dernier sera une opportunité pour examiner toutes ces chances de coopération. Il y a également une nécessité de développer la coopération culturelle et le domaine de l'éducation. Surtout qu'il y a 60 millions d'Arabes illettrés dont les deux-tiers sont des femmes. Les universités dans le monde arabe ont besoin de centres de recherche sur la technologie moderne. Notre rêve est qu'il y ait un centre arabe spécialisé dans le développement et la formation dans les domaines scientifiques et qui ferait appel aux cerveaux immigrés à l'étranger, dont nombreux sont des Égyptiens. L'Égypte sera heureuse d'accueillir un tel centre.

Propos recueillis par Héba Zaghloul

Mercredi 11 novembre 2009

Droits de reproduction et de diffusion réservés. © [AL-AHRAM Hebdo](#)

Publié le 13 novembre 2009 avec l'aimable autorisation de AL-AHRAM Hebdo

Source : Al-Ahram Hebdo

<http://hebdo.ahram.org.eg/...>

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Al-Ahram.111109.htm>

---

## Syrie

## Bachar Al-Assad : "Israël joue sur les mots."

"Israël joue sur les mots."

C'est par ses termes plutôt secs que le président syrien Bachar Al-Assad a opposé une fin de non-recevoir au premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou qui s'était dit prêt à le rencontrer sans condition préalable. La raison ? Bachar Al-Assad exige que les discussions israélo-syriennes portent sur la restitution des territoires occupés par Israël dans le Golan depuis 1967. Barah Mikaïl, chercheur spécialisé sur le Moyen-Orient à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et auteur de *La Syrie en cinquante mots clés*, revient sur la stratégie syrienne en matière de relations internationales.

### **Pourquoi la Syrie a-t-elle refusé de rencontrer Israël ?**

Les Syriens souhaitent récupérer le plateau du Golan, occupé par les Israéliens depuis la guerre des Six-Jours et annexé par l'Etat hébreu en 1981, mais pas à n'importe quel prix. Ils exigent un retour aux positions de 1967, et notamment un accès au lac de Tibériade. Ce qu'Israël refuse pour l'instant. Bachar Al-Assad préfère par ailleurs des négociations indirectes, par l'intermédiaire d'experts, étant donné le lourd contentieux qui oppose les deux pays.

La Syrie a donc besoin d'un médiateur et souhaite que ce soit la Turquie, en qui elle a confiance. Mais Ankara a annulé un entraînement militaire avec Israël en octobre et a stoppé sa médiation lors de l'opération israélienne contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009. Israël, au contraire, préférerait que le médiateur soit américain ou français. Mais la récente dégradation des relations entre Benyamin Nétanyahou et Barack Obama d'une part, et Nicolas Sarkozy d'autre part, pourrait faire pencher la balance en faveur de la Turquie comme médiatrice du conflit syro-israélien.

### **La Syrie se trouve-t-elle aujourd'hui dans une position délicate sur la scène internationale du fait de son intransigeance ?**

Non, car la Syrie n'est pas en position de demandeur. Les autres Etats ont besoin de ses relations avec le Hamas dans le conflit israélo-palestinien et avec le Hezbollah pour le Liban. C'est pourquoi elle peut se permettre de refuser de signer l'accord d'association proposé par l'Union européenne. Elle craint que cet accord se transforme en contrainte et que les aides économiques qu'elle pourrait recevoir soient assorties de contreparties politiques. Si la Syrie accepte aujourd'hui l'aide et les bonnes relations avec la France, elle préférerait toutefois qu'il s'agisse des Etats-Unis. Elle attend une normalisation des relations avec ces derniers et estime que la balle est dans leur camp.

( Propos recueillis par Audrey Garric –

Le Monde du 13 Novembre 2009 )

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2>

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1070>

---

---

## b) Usa (le parrain)

### 1 Obama

#### Obama réagit vivement contre les nouvelles constructions à Jérusalem-Est

Israël a défendu hier la décision de construire de nouveaux logements à Jérusalem-Est annexée, en pleine polémique sur le contentieux des colonies, une initiative qui suscite de vives critiques de la communauté internationale. Toutefois, en soirée, Yossi Beilin, l'ancien chef du parti de gauche laïque Meretz, a indiqué que le Premier ministre Benjamin Netanyahu doit bientôt annoncer un moratoire de 10 mois de la construction à l'intérieur des colonies en Cisjordanie occupée, qui ne concernera pas Jérusalem. « Les Palestiniens refuseront et cette démarche (de M. Netanyahu) constituera en fait une marche arrière, qui conduira au vide politique et au démantèlement de l'Autorité palestinienne », a estimé M. Beilin. Concernant la construction de nouveaux logements à Jérusalem-Est, le président américain Barack Obama a déploré cette décision qu'il a qualifiée de potentiellement « très dangereuse », dans une interview à la chaîne Fox News. « Je crois que la construction de logements supplémentaires dans les colonies ne contribue pas à la sécurité d'Israël. Je pense que cela rend plus dur le fait de faire la paix avec ses voisins », a dit M. Obama. « Je crois que cela rend les Palestiniens amers, de telle manière que cela peut finir par être très dangereux », a-t-il ajouté. L'Union européenne s'est dit « consternée » tandis que la Russie a qualifié cette décision « d'inacceptable ». La France a, pour sa part, « regretté » cette initiative par la voix de son chef de la diplomatie Bernard Kouchner, en visite en Israël, et appelé l'Etat hébreu et les Palestiniens à « reprendre les négociations politiques ». « Pour le moment, il faut repartir dans des discussions humaines face à face, les yeux dans les yeux », a ajouté M. Kouchner, en rappelant que « la position de la France est l'arrêt de la colonisation ». L'annonce israélienne a aussi été « déplorée » par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, tandis que l'Arabie saoudite a qualifié la colonisation « d'obstacle majeur » à la paix.

Le ministre israélien de l'Intérieur, Élie Yishai, avait auparavant défendu sa décision d'autoriser la construction de près de 1 000 nouveaux logements à Gilo, un quartier juif à Jérusalem-Est. « Geler la construction à Gilo est comme geler la construction dans n'importe quel quartier de Jérusalem et d'Israël », a-t-il dit à l'AFP. « La construction à Jérusalem ne peut être arrêtée et Gilo se trouve dans Jérusalem. » La poursuite de la construction



à Gilo est un « consensus israélien qu'il faut comprendre pour toute discussion sur les frontières permanentes dans le cadre d'un futur accord de paix », a de son côté réagi la dirigeante de l'opposition israélienne, Tzipi Livni, après une rencontre avec M. Kouchner. La colonisation israélienne des territoires palestiniens occupés constitue le principal obstacle à une reprise des négociations de paix suspendues depuis près d'un an et provoque des frictions entre alliés américain et israélien. Les Palestiniens réclament l'arrêt total des constructions en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, avant de revenir à la table des négociations. Israël s'y refuse et offre de renouer le dialogue sans conditions préalables.

L'Autorité palestinienne a « sévèrement » condamné l'initiative israélienne et réitéré son exigence d'un gel de la colonisation avant une reprise des pourparlers. « Les colonies doivent être stoppées. C'est le seul moyen de revenir à un véritable processus de paix », a indiqué le négociateur palestinien Saëb Erakat. Par ailleurs, les autorités israéliennes ont démolie hier une maison palestinienne construite sans permis à Jérusalem-Est, un acte qui « crée une situation d'apartheid de facto », a déploré M. Erakat. Enfin, l'armée israélienne a averti un groupe de rabbins qu'elle ne tolérerait pas qu'ils soutiennent des manifestations politiques de soldats étudiant dans leurs séminaires dans le cadre de leur service armé, a indiqué un communiqué militaire.

Cette mise en garde est survenue après que deux groupes de soldats eurent brandi lors de cérémonies militaires des banderoles indiquant qu'ils refuseraient de participer à d'éventuelles opérations visant à évacuer des colonies juives en Cisjordanie occupée.

[http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638356/Obama\\_reagit\\_vivement\\_contre\\_les\\_nouvelles\\_constructions\\_a\\_Jerusalem-Est.html](http://www.lorientlejour.com/category/International/article/638356/Obama_reagit_vivement_contre_les_nouvelles_constructions_a_Jerusalem-Est.html)

---

## 2 Les grandes manœuvres

### Washington ne permettra jamais aux Palestiniens de déclarer leur indépendance.

En visite dans les territoires occupés par "Israël", une délégation de sénateurs américains a participé au « Forum Saban » qui se tient en ce moment. Joe Lieberman (Indépendant) et Ted Kaufmann (Démocrates) ont tous deux affirmé lors de leur intervention que « les Etats-Unis ne permettraient jamais aux Palestiniens de déclarer leur indépendance de manière unilatérale ».

Joe Lieberman a insisté sur « la nécessité d'une solution négociée entre les deux parties », et Kaufmann a accusé les Palestiniens « de perdre du temps avec ce genre de déclarations car ils savent très bien que les Etats-Unis ne laisseront pas une telle initiative arriver devant l'ONU ».

Joseph Lieberman s'est aussi référé au dossier iranien, estimant « que s'il était d'accord avec l'approche de Barack Obama de vouloir tenter un dialogue avec Téhéran, il fallait admettre aujourd'hui que les Iraniens n'ont pas été à la hauteur et qu'il va probablement falloir changer de stratégie ».

« Il faut trouver des moyens pour faire pression de manière forte sur le régime iranien sans que ce soit le peuple qui en pâtisse », a-t-il ajouté. Sur ce point, tous les membres de la délégation, Démocrates comme Républicains, étaient d'accord, tout comme sur leur soutien affiché à "Israël".

**SOULEIMAN**

18 novembre

[www.almanar.com.lb http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4726](http://www.almanar.com.lb/http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4726)

### Un espion arrêté...

Un scientifique américain qui a travaillé à la Nasa, au Pentagone et à la Maison Blanche, a été arrêté lundi aux Etats-Unis pour tentative d'espionnage, alors qu'il envisageait de travailler pour le compte d'Israël, a annoncé le ministère de la Justice dans un communiqué.

Selon le ministère, ce scientifique de 52 ans a été contacté par un policier du FBI se faisant passer pour un agent du renseignement israélien et a accepté de lui fournir des informations classées secret défense en échange d'argent.

Titulaire d'un doctorat en astronomie au MIT, prestigieuse université technologique du Massachusetts (nord-est), l'homme a travaillé à la Maison Blanche en 1989 et 1990, puis au ministère de l'Energie entre 1990 et 1999, où il disposait d'une autorisation spéciale lui donnant accès à des documents top secret, notamment concernant les armes nucléaires.

Il a ensuite créé une association à but non lucratif au travers de laquelle il a participé entre 2000 et 2006 à « plusieurs accords de développement de technologies avancées pour le gouvernement américain ».

« Entre 1989 et 2006, il avait accès à des informations classées top secret et, régulièrement, à des documents classés en lien avec la défense américaine », a résumé le ministère.

20 octobre

<http://www.geostrategie.com/2074/un-espion-sioniste-capture-aux-usa>

---

Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

26-11

L'administration américaine a en vain multiplié les pressions pour qu'Israël gèle totalement la colonisation, y compris à Jérusalem-est (annexée), afin de convaincre les Palestiniens de reprendre les négociations de paix suspendues depuis l'offensive militaire israélienne à Gaza l'hiver dernier.

Agence France-Presse

---

## Politique intérieure

### Une partie des dossiers du FBI sur le lobby sioniste rendus publics.

On le sait, de nombreux politiciens Etatsuniens ont fait allégeance au lobby sioniste pour des motifs dans lesquels l'argent et l'accès aux médias jouent un rôle essentiel.

Cet aspect a été démontré, à une échelle certes plus modeste, par l'émission [Dispatches de Channel 4](#) consacrée au poids du lobby sioniste au Royaume Uni.

Vous remarquerez que, dans l'ensemble, la presse ne se bouscule pas pour rendre compte de l'émission diffusée par la chaîne britannique.

Médiatiser le mensonge, dissimuler la vérité, c'est ainsi que le lobby aime voir la presse fonctionner.

Vous me direz que la presse sioniste en parle. Oui, mais elle est presque la seule à le faire pour modeler cette information dérangeante dans une forme acceptable par le sioniste de base.

On le sait, le lobby sioniste avait été certes dénoncé aux Etats Unis par [Stephen Walt et John Mearsheimer](#) dans un livre retentissant.

Retentissant au niveau des élites et non du grand public dont l'attention n'a pas forcément été attirée sur ce travail d'universitaires.

Si les deux co-auteurs sont maintenant relativement marginalisés, ils n'ont cependant pas résolu de se taire et, surtout, leur réflexion commence à faire des petits comme justement l'émission de Channel 4.

Le dernier rejeton de leur travail est produit par l'Institute for Research: Middle Eastern Policy qui se base sur des documents du FBI déclassifiés.

Ces documents montrent clairement que les autorités US avaient d'emblée perçu le lobby sioniste, incarné d'abord par l'American Zionist Council puis l'AIPAC, comme le représentant d'intérêts étrangers.

Ce qui particularise l'AIPAC par rapport à d'autres groupes de pression, c'est qu'il s'appuie sur des organisations et des personnes qui sont à la fois des citoyens des Etats Unis et des sionistes zélés.

Les documents montrent aussi la tenace opposition du FBI aux agissements de ce lobby jugé contraire aux intérêts des Etats Unis, notamment dans le domaine économique.

Pour ceux qui auraient envie de creuser la question, c'est par exemple [un secret de Polichinelle](#) que l'entité sioniste vend à son profit de [la technologie étatsunienne](#) à des pays auxquels Washington refuse précisément d'en vendre.

Tout récemment encore, l'administration Obama a [levé les barrières douanières](#) entravant l'importation de produits laitiers de l'entité sioniste (les agriculteurs US payeront la facture).

Cette hostilité des fonctionnaires US s'est rarement démentie et elle explique aussi qu'aucun président n'a eu le front de les défier en libérant [Jonathan Pollard](#) par exemple.

Elle se traduit de même, par un contrôle serré des scientifiques susceptibles de transmettre des secrets à l'entité sioniste comme on l'a constaté avec l'affaire [Nozette](#).

Chers « amis » sionistes, nous n'en sommes probablement qu'au début d'un grand déballage.

### Mounadil Djazaïri – L'AIPAC a reçu de l'ambassade israélienne des documents américains classifiés sur le commerce

Un dossier du FBI révèle que l'ambassade israélienne a transmis des documents classifiés volés au gouvernement US à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). En 1994, Israël et l'AIPAC avaient fait ensemble pression sur le Congrès pour obtenir un accès privilégié d'Israël au marché étatsunien en dépit de l'opposition générale de l'industrie américaine.

Les documents déclassifiés du FBI peuvent être téléchargés depuis l'[Israel Lobby Archive](#).

Le dossier FBI, maintenu secret pendant 25 ans, a été récemment transmis à l'Institute for Research: Middle Eastern Policy (Irmep) sur requête aux termes du Freedom of Information Act. Les documents déclassifiés, leur contexte historique et l'impact à long terme sur l'emploi et les exportations sont détaillés dans le nouveau livre « Espionnage commercial: comment le lobby israélien affaiblit l'économie américaine. » « L'espionnage commercial » analyse aussi la longue histoire de l'appui matériel et en conseil à l'AIPAC par le gouvernement israélien.

Aux termes du Foreign Agents Registration Act (FARA) de 1938, les organisations qui agissent aux USA comme agents politiques d'une puissance étrangère doivent ouvertement déclarer cette relation à l'unité FARA de la section contre espionnage du Département de la Justice.

En 1962, le procureur général des USA Robert F. Kennedy avait ordonné à l'organisation mère de l'AIPAC, l'American Zionist Council (AZC) de s'enregistrer comme agent de l'étranger. On avait découvert que l'AZC avait transféré des fonds depuis l'Agence Juive à Jérusalem pour abonder des organisations de lobbying naissantes à travers les USA, ainsi qu'à Isaiah L. « Si, » le fondateur de l'AIPAC. Kenen avait été brièvement un agent étranger enregistré pour le ministère israélien des affaires étrangères avant d'aller faire du lobbying pour l'AZC. Après l'ordre d'enregistrement selon le FARA Act, l'AZC s'était dissoute pour passer les missions de lobbying à ses « comités Kenen, » connus aujourd'hui sous le nom d'AIPAC.

Selon Grant Smith, directeur de recherches à l'IRmep, la divulgation des activités de l'AIPAC est attendue depuis longtemps. « Selon nos recherches, l'AIPAC n'est que l'American Zionist Council sous un autre nom. Aujourd'hui, tous les électeurs Américains et les organisations d'industriels devraient avoir accès à environ une centaine de rapports détaillant d'autres activités secrètes de l'AIPAC pour le compte d'Israël. Les Américains ont légalement droit à cette information conformément au Foreign Agents Registration Act. »

L'rLobby Archive, <http://IRmep.org/ila>, est une unité de l'Institute for Research: Middle Eastern Policy à Washington. Cette archive numérisé des documents déclassifiés obtenus grâce à la loi sur la liberté de l'information concernant les archives des srvcies de sécurité et de renseignements. Irmep est un organisme à but non lucratif basé à Washington qui étudie la formulation des politiques US au Moyen Orient.

Mounadil Djazaïri

16 novembre 2009,

Vos Iz Neias (USA) traduit de l'anglais par Djazaïri

<http://mounadil.blogspot.com/>

[http://www.alterinfo.net/Une-partie-des-dossiers-du-FBI-sur-le-lobby-sioniste-rendus-publics\\_a39425.html](http://www.alterinfo.net/Une-partie-des-dossiers-du-FBI-sur-le-lobby-sioniste-rendus-publics_a39425.html)

---

## 4 Politique Internationale

### - Les Organisations Mondiales & régionales

#### Otan

#### Le Chef de l'Otan vient étudier les tactiques de l'armée israélienne

Les critiques adressées à Israël du rapport Goldstone commandé par l'ONU, n'ont pas empêché le Président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Giampaolo Di Paola de visiter Israël cette semaine pour étudier les tactiques des "Forces de Défense Israéliennes" et des méthodes que l'alliance militaire peut utiliser pour sa **guerre en Afghanistan**.

Di Paola a quitté Israël jeudi après une visite de deux jours en tant qu'invité du chef d'état-major des FID, le Lt.-Gen. Gabi Ashkenazi. Le moment choisi pour la visite de Di Paola était significatif, car elle intervient au moment où l'armée israélienne est plus en plus critiquée dans la foulée du Rapport Goldstone, ainsi qu'après une décision de la Turquie - un membre de l'OTAN - d'interdire Israël de prendre part à des exercices aériennes communs.. Cette visite est la troisième de Di Paola en Israël au cours de ces quatre dernières années, à la fois dans le cadre de ses fonctions actuelles ainsi que dans celui de son dernier poste en tant que haut commandant militaire d'Italie.

Au cours de leur réunion de mercredi, Ashkenazi et Di Paola ont discuté des moyens d'améliorer les liens militaires entre Israël et l'OTAN ainsi que du projet d'inclure un navire de la marine israélienne dans Active Endeavour, une mission de l'OTAN établie après les attaques du 11 sept. dans lesquelles les navires de l'OTAN patrouillent dans la Méditerranée afin d'empêcher "le trafic illégal de terreur" ["illegal terror trafficking"!] Ce sera la première fois que des soldats des FDI participeront activement à une opération de l'OTAN dans la mer Méditerranée dans le cadre de l'opération anti-terroriste Active Endeavor.

Des responsables de la Défense ont déclaré que Di Paola a utilisé ses réunions avec les FDI pour se renseigner sur les nouvelles technologies qui peuvent être appliquées à la guerre en Afghanistan. Israël est un leader mondial reconnu dans le développement de forces blindées spécialisées pour protéger contre les engins explosifs improvisés (EEI).

Di Paola est aussi intéressé par les capacités israéliennes de collecte de renseignements, et par les méthodes que l'armée israélienne utilise lors de ses opérations dans des centres de population civile. Il a relevé que l'OTAN et l'armée israélienne étaient confrontées à des menaces similaires - OTAN en Afghanistan et Israël dans sa guerre contre le Hamas et le Hezbollah.

«*La seule chose qui est à l'esprit de l'OTAN actuellement est de savoir comment gagner en Afghanistan*», a déclaré un haut responsable de la Défense. «*[Di Paola] a été très impressionné par les FDI, qui sont une source d'informations majeure en raison de notre expérience opérationnelle.*»

Jerusalem Post,

20 novembre

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1258624597078&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

---

#### 3 Onu

#### Ban Ki-moon "déploire" la construction de nouvelles colonies à Jérusalem-Est.

Le secrétaire général de l'ONU critique l'autorisation donnée par Israël de construire 900 nouveaux logements dans la colonie de Gilo. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, "déploire" l'autorisation donnée par les autorités israéliennes à la construction de 900 logements dans Jérusalem-Est annexée et rappelle que ces colonies sont "illégales", a indiqué mardi l'organisation.

M. Ban "déploire la décision aujourd'hui du gouvernement d'Israël d'étendre la colonie de Gilo, construite sur un territoire palestinien occupé par Israël lors de la guerre de 1967", déclare un communiqué de son service de presse.

"Le secrétaire général réitère sa position selon laquelle les colonies sont illégales et appelle Israël à respecter ses engagements aux termes de la Feuille de route à cesser toute activité de colonisation, y compris celles correspondant à la croissance naturelle."

Il "est convaincu que de telles activités affaiblissent les efforts pour la paix et jettent le doute sur la viabilité de la solution à deux Etats", conclut le communiqué.

Les Etats-Unis ont également déploré la décision d'Israël, accusant l'Etat hébreu de compliquer la relance des efforts de paix avec les Palestiniens.

Mardi, huit jours seulement après des entretiens entre le président américain Barack Obama et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à la Maison Blanche, le ministère israélien de l'Intérieur a autorisé la construction de 900 logements dans le quartier de Gilo, dans Jérusalem-est annexée.

18 novembre

écouter la vidéo en cliquant ici

<http://www.france24.com/fr/20091118-israel-colonisation-jerusalem-reaction-onu-ban-ki-moon-etats-unis-deplorent-autorisation-construction-logements>

---

## Nations Unies

### Violence croissante des colons israéliens contre les Palestiniens - rapport

Le Bureau des Nations Unies chargé de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) relève une violence croissante des colons israéliens contre les Palestiniens, dans son rapport mensuel sur le Territoire palestinien occupé publié mercredi.

Le rapport note ainsi qu'en moyenne 13 Palestiniens ont été blessés chaque mois en 2009 lors d'incidents impliquant des colons israéliens. OCHA relève en particulier de nombreuses attaques contre des Palestiniens récoltant leurs olives.

Concernant Jérusalem-Est, la Coordination humanitaire des Nations Unies constate qu'Israël a exproprié environ 35% de cette zone au bénéfice des colonies de peuplement israéliennes, alors que seulement 13% sont disponibles pour des constructions palestiniennes. OCHA rappelle en outre que le territoire est déjà construit et que là où les constructions sont possibles, les contraintes bureaucratiques israéliennes rendent extrêmement

18 novembre

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=20631&Cr=Israël&Cr1=Palestiniens>

---

## Union européenne

### L'UE rejette la demande de reconnaissance palestinienne.

L'Union européenne a jugé mardi «prématurée» la demande de soutien que lui a adressée l'Autorité palestinienne en vue d'une reconnaissance par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un État palestinien indépendant.

«Je ne pense pas que nous en soyons là. J'aimerais que nous soyons en mesure de reconnaître un État palestinien mais il faudrait d'abord qu'il y en ait un, donc je pense que c'est quelque peu prématuré», a déclaré le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt.

Le diplomate en chef de l'Union européenne, Javier Solana, a aussi estimé qu'un tel processus devait «prendre du temps» et se dérouler «dans le calme et au moment approprié». «Je ne pense pas que le moment soit venu aujourd'hui d'en parler».

La commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, lui a fait écho en disant qu'«il était trop tôt pour dire quoi que ce soit à ce sujet», tout en soulignant que la question «des frontières de 1967» pour un futur État palestinien «serait importante».

Et le chef de la diplomatie finlandaise, Alexander Stubb, a vu dans la démarche palestinienne une opération tactique visant à faire pression sur Israël en vue d'une relance des négociations sur le processus de paix.

«Je pense qu'il faut vraiment avancer pas à pas», a-t-il dit, jugeant que «toutes les méthodes de négociation sont utilisées» pour tenter de sortir le processus de paix de l'ornière.

Il s'est refusé à comparer les territoires palestiniens au Kosovo, dont plusieurs pays européens ont reconnu l'indépendance déclarée pourtant unilatéralement et malgré l'opposition de la Serbie et de la Russie. «Le Kosovo est différent de la Palestine, la Palestine est différente de l'Abkhazie et l'Abkhazie est différente de l'Ossétie du Sud», a-t-il dit, en référence aux deux Républiques sécessionnistes de Géorgie.

Les différents responsables européens s'exprimaient devant des journalistes en marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Bruxelles.

Ils réagissaient à une requête officielle déposée la veille par l'Autorité palestinienne. Cette dernière a demandé à l'Union européenne de soutenir sa démarche en vue d'une reconnaissance par le Conseil de sécurité de l'ONU d'un État palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale.

L'Union européenne est la principale pourvoyeuse d'aide financière aux Palestiniens et adopte à leur égard une attitude traditionnellement plus favorable que les États-Unis.

Washington a déjà réaffirmé son opposition à une proclamation unilatérale d'un État palestinien, en soulignant que cet État devrait naître par la négociation entre Israël et les Palestiniens.

Des dirigeants israéliens ont pour leur part menacé les Palestiniens de rétorsion s'ils réclament la reconnaissance d'un État indépendant sans accord avec Israël, tout en doutant de leur détermination à mettre à exécution un tel projet.

La relance du processus de paix achoppe sur le contentieux des colonies, les Palestiniens réclamant d'abord un arrêt total des implantations en Cisjordanie occupée (dont Jérusalem-est), alors que le gouvernement Netanyahu offre seulement un gel partiel de la construction.

AFP

17 novembre 2009

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/17/01-922458-lue-rejette-la-demande-de-reconnaissance-palestinienne.php>

## Gaza: l'UE a prolongé la mission des observateurs à Rafah

Le Conseil des ministres de l'UE a prolongé le mandat des observateurs européens au poste de passage de Rafah, qui expire le 24 novembre, jusqu'au mois de mai 2010, a annoncé à RIA Novosti lundi le porte-parole du Conseil de l'UE.

La bande de Gaza vit depuis près de deux ans sous le blocus israélien, décrété suite à l'arrivée au pouvoir du mouvement islamiste Hamas en 2007. Les autorités égyptiennes ouvrent périodiquement la frontière pour certaines catégories de Palestiniens et d'étrangers.

Le terminal de Rafah, situé entre le territoire palestinien et l'Égypte, est le seul point de passage reliant Gaza au monde extérieur.

Les observateurs européens contrôlent toutes les procédures de passage de la frontière et contribuent à augmenter le potentiel et le professionnalisme des gardes-frontières palestiniens.

Un contrat international interdit le travail des postes de passage sans la participation des observateurs de l'Union européenne.

RIA Novosti

23 novembre -

<http://fr.rian.ru/world/20091123/185546006.html>

---

## 7 Commission Européenne

Israël devant recevoir, au cours des sept prochaines années, 14 millions d'euros au titre de la coopération financière de la communauté européenne.

Selon des sources IsraelValley et provenant de l'Union européenne :

"L'UE et Israël se sont engagés dans un partenariat visant à instaurer des relations politiques étroites et des relations de commerce et d'investissement mutuellement bénéfiques, ainsi qu'une coopération dans les domaines économique, social, financier, civil, scientifique, technologique et culturel.

Le plan d'action a pour but d'intégrer progressivement Israël dans les politiques et programmes européens. Ce plan est adapté afin de refléter les intérêts et les priorités d'Israël, ainsi que son niveau de développement".

La coopération UE-Israël prévoit pour la première fois un volet d'aide financière, Israël devant recevoir, au cours des sept prochaines années, 14 millions d'euros au titre de la coopération financière de la communauté européenne.

L'accord d'association comporte cependant une clause (article 2) qui explique que les relations entre les parties doivent être fondées sur le respect des droits de l'homme et le respect de la démocratie.

L'UE et Israël ont achevé leurs négociations sur la libéralisation du commerce des produits agricoles. Cet accord a été acquis le 20 octobre et devrait être signé dans un avenir proche. Un autre accord sur la mise en place d'un cadre pour la certification des produits pharmaceutiques est annoncé et devrait être finalisé très prochainement.

Depuis Jérusalem, où il se trouvait à l'occasion d'une conférence sur « Israël et l'élargissement de l'UE », le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen, a expliqué qu'« Israël est un partenaire naturel »,

c'est un « pays atypique, qui mérite un statut spécial car il est proche de l'UE en ce qui concerne le développement économique et la stabilité de sa démocratie et de ses institutions ». « Les relations à développer seront peaufinées afin qu'elles soient aussi proches et semblables que possible de celles avec la Norvège et l'Islande, qui sont membres de la zone économique européenne. » Il a souhaité que soit fixé un « agenda positif » pour tracer « des perspectives nouvelles et intéressantes pour le développement futur des relations UE-Israël.

Nous travaillons déjà ensemble sur un large éventail de questions, notamment l'environnement, l'énergie, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme".

Israel Valley Desk

Rubrique: Europe

Publié le 14 novembre

<http://www.israelvalley.com/news/2009/11/14/25169>

27 novembre

<http://www.geostrategie.com/2191/israel-recevra-14-millions-d%e2%80%99euros-de-la-communaute-europeenne>

---

## 2 Europe

### 2 France

#### Sarkozy prône une relance rapide du processus de paix.

Nicolas Sarkozy a plaidé une nouvelle fois pour une relance "*le plus rapidement possible*" du processus de paix entre Israël et les Palestiniens, jugeant son blocage "*extrêmement préoccupant*", dans un entretien mardi au quotidien saoudien *Al-Riyad*.

"La priorité absolue, c'est de relancer le plus rapidement possible le processus de paix. Il y a urgence, car le blocage actuel fait le jeu des extrémistes et éloigne chaque jour un peu plus les chances de la paix", a déclaré M. Sarkozy, "L'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est extrêmement préoccupante. Mais c'est parfois de ces moments de grandes tensions que naissent les solutions, parce qu'ils donnent aux acteurs le courage et la force nécessaires pour aller de l'avant. Et c'est à nous de les y aider", a-t-il ajouté, citant notamment Américains, Européens, Russes.

Revenant sur ses entretiens la semaine dernière, le chef de l'Etat français a indiqué qu'il avait exhorté le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à geler les colonisations et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à rester "*engagé*" en vue des prochaines élections. M. Abbas a fait savoir qu'il ne souhaitait pas briguer de nouveau mandat à la tête de l'Autorité palestinienne lors des élections générales du 24 janvier.

17.11

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/17/proche-orient-sarkozy-prone-une-relance-rapide-du-processus-de-paix\\_1268081\\_3218.html#ens\\_id=1267818](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/17/proche-orient-sarkozy-prone-une-relance-rapide-du-processus-de-paix_1268081_3218.html#ens_id=1267818)

#### Kouchner: "J'accepte les constructions dans la colonie israélienne de Guilo"

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a changé de ton par rapport à la construction à Guilo de nouveaux logements, après avoir regretté mercredi la décision israélienne.

"J'ai compris du premier ministre Benjamin Netanyahu qu'il ne s'agit pas d'une décision politique, mais de simples mesures de planification et de construction, et j'accepte cela, a-t-il affirmé lors d'une rencontre avec le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Liberman.

"La construction dans ce quartier de Jérusalem ne devrait pas être un obstacle à la reprise des négociations entre Israël et les Palestiniens", a ajouté le responsable français.

Pour sa part, Liberman a considéré que "Guilo fait partie intégrante d'Israël tout comme Tel Aviv", prétendant que les mesures de planification en cours sont légales et qu'il ne compte pas intervenir.

Par ailleurs, Kouchner a fait savoir mercredi soir au cours d'une conversation avec des journalistes israéliens que la France ne reconnaîtrait pas la proclamation unilatérale d'un Etat palestinien.

Qualifiant les déclarations des Palestiniens de "sans fondement", il a affirmé que le chef de l'Autorité Palestinienne Abou Mazen, avait fait cette déclaration pour attirer l'attention du monde autour de la question de l'Etat palestinien.

Jeudi 19 Novembre 2009

<http://www.almanar.com.lb>

[http://www.alterinfo.net/Kouchner-J-accepte-les-constructions-dans-la-colonie-israelienne-de-Guilo\\_a39447.html?com#com\\_1063128](http://www.alterinfo.net/Kouchner-J-accepte-les-constructions-dans-la-colonie-israelienne-de-Guilo_a39447.html?com#com_1063128)

#### Proche-Orient : le bal des hypocrites est ouvert

En annonçant un gel partiel et limité de la colonisation pour dix mois, le Premier ministre israélien déclare tout simplement que dans dix mois les autorités israéliennes reprendront le cours actuel des implantations coloniales et le viol systématique du droit international.

L'annonce israélienne est d'autant plus choquante qu'elle ne concerne ni les projets en cours (au nom d'une « croissance naturelle » des colonies) ni Jérusalem-Est.

Il y a une grande hypocrisie des dirigeants occidentaux à faire comme si une telle annonce pourrait conduire à une reprise des négociations de paix.

Le Président palestinien Mahmoud Abbas a lui-même souligné que le Président Obama « ne fait rien actuellement pour que les négociations de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne soient relancées ». Les autorités israéliennes affirment vouloir reprendre les négociations en excluant l'essentiel : Jérusalem-Est, le démantèlement des colonies, les frontières de 1967, le droit au retour des réfugiés, le mur d'annexion, le blocus de Gaza...

Pendant combien de temps encore, Bernard Kouchner et les autorités françaises vont-ils accepter cela sans rien

dire, sans envisager la moindre initiative, la moindre action pour contraindre enfin Israël à appliquer le droit international et les résolutions de l'ONU ?

La situation est grave, la tension monte, l'impasse politique est majeure. Ceux qui, aujourd'hui, ne font rien porteront une lourde responsabilité dans les confrontations et les crises de demain.

Parti communiste français

Paris, le 26 novembre 2009.

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1105>

---

### 3 Grande Bretagne

## Le CFI Petit Mais Puissant Lobby Pro Israël Finance les Conservateurs Donnés Gagnants Aux Prochaines Elections Législatives. .

Selon un article du quotidien anglais The Guardian du 16/11/09, citant un documentaire de Channel 4 récemment programmé, si les Conservateurs gagnent les prochaines élections législatives l'influence du Lobby pro Israël va croître car les Tories sont largement financés par ce Lobby sioniste.

Les organisations pro Israël en Grande Bretagne regroupées dans un petit mais puissant Lobby pro sioniste vont voir leur influence décuplée si les Conservateurs gagnent les prochaines élections selon le film de Channel 4 qui a examiné les activités de ce Lobby.

Au moins la moitié des députés du cabinet fantôme sont membres du CFI (Conservative Friend of Israël) selon ce film. Les producteurs de ce programme décrivent le CFI comme « sans aucun doute le mieux connecté et probablement le mieux financé de tous les groupes de lobbying de Westminster ».

Le montant des financements versés aux Tories par ce Lobby sioniste anglais via des donations de ses membres et de leurs business pour les huit dernières années dépassent les 16.7 millions de \$.

Comme le dit Sir Richard Dalton, un ancien diplomate britannique qui a été consul général à Jérusalem et ambassadeur en Libye et en Iran « *je ne crois pas et je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui pense que ces contributions financières soient faites sans contre partie* ».

Le programme TV décrit également comment le chef des Conservateurs, David Cameron, a accepté une donation de 25 053 \$ de Poju Zabudowicz, un milliardaire finlandais président de Bicom ( Britain Israel Communications Center). Zabudowicz, selon le film, a des intérêts financiers dans des activités situées dans des colonies illégales en Cisjordanie occupée, notamment dans un centre commercial situé dans la colonie de Ma'aleh Adoumim près de Jérusalem Est, une colonie qui coupe la Cisjordanie en deux. Il a aussi fait don de plus de 80 000 \$ au Bureau Central des Conservateurs.

William Hague, qui a été nommé ministre des affaires étrangères du cabinet fantôme a accepté des donations se chiffrant en milliers de dollars des membres du conseil d'administration du CFI. Pourtant, Hague avait été mis à l'index par le CFI après avoir critiqué l'attaque israélienne contre le Liban pendant l'été 2006, la qualifiant de « *disproportionnée* ». Lord Kalms, un membre du CFI et généreux donateur pour les Conservateurs avait alors menacé de cesser ses financements. Selon le film, Cameron aurait accepté de bannir le mot « disproportionné » du langage des Conservateurs en ce qui concerne Israël. Les supporters du CFI ont également versé des sommes importantes pour financer la campagne des membres de l'équipe de Cameron, élu une première fois en 2005. Bien que cela soit légal, ces financements par le Lobby pro Israel en Grande Bretagne est peu connu du public britannique.

Alors qu'une étude aux Etats Unis de deux universitaires américains, Stephen Walt et John Mearsheimer a démontré l'influence du puissant Lobby israélien sur la politique étrangère américaine, en Grande Bretagne jusqu'à présent peu de publicité a été faite sur l'influence politique du Lobby pro Israel dans ce pays.

Selon Michael Mates, un député conservateur et conseiller privé, « **le Lobby pro Israël ... est le lobby politique le plus puissant** » « **ils sont intouchables** ».

En Juin, lors d'un dîner organisé par le CFI, Cameron n'a fait aucune mention des morts palestiniens lors de l'Opération Plomb Durci menée par l'armée israélienne fin décembre 08 début janvier 09 (1400 morts palestiniens, 13 morts israéliens majoritairement des militaires) mais a félicité Israël car « *il fait tout son possible pour protéger des vies innocentes* ».

Le parti Travailleiste britannique n'est pas en reste lui non plus lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts sionistes. Le Labour Friends of Israel (LFI) a envoyé quelque 60 parlementaires en mission de brainwashing sioniste sur le terrain depuis 2001, alors que les Tories en ont envoyé 30 ces trois dernières années.

Bicom, tout comme les groupes affiliés des partis, organise des conférences et des voyages en Israël pour les journalistes, y compris d'ailleurs pour ceux du Guardian.

Pour les prochaines élections législatives anglaises, les Tories sont donnés gagnants. Un nouveau gouvernement d'un pays européen dont la politique étrangère risque de tomber sous domination sioniste. Un de plus !

La chaîne TV britannique, Channel 4, est connue comme étant provocatrice. Nul doute qu'il faut l'être pour oser dénoncer le puissant Lobby pro Israël.

L'année dernière à Noël Channel 4 avait programmé en plus des traditionnels vœux de la reine Elisabeth aux Anglais, les vœux pré enregistrés du président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Le puissant Lobby sioniste de Grande Bretagne, qui n'a de cesse de le diaboliser, avait déjà fort apprécié

Pour visionner la série documentaire en anglais de Channel 4 : [Dispatches: Inside Britain's Israel Lobby](http://www.planetenonviolence.org/Grande-Bretagne-Le-CFI-Petit-Mais-Puissant-Lobby-Pro-Israel-Finance-Les-Conservateurs-Donnes-Gagnants-Aux-Prochaines_a2055.html)  
[http://www.planetenonviolence.org/Grande-Bretagne-Le-CFI-Petit-Mais-Puissant-Lobby-Pro-Israel-Finance-Les-Conservateurs-Donnes-Gagnants-Aux-Prochaines\\_a2055.html](http://www.planetenonviolence.org/Grande-Bretagne-Le-CFI-Petit-Mais-Puissant-Lobby-Pro-Israel-Finance-Les-Conservateurs-Donnes-Gagnants-Aux-Prochaines_a2055.html)

## "Israël" recrute ses agents au sein du cabinet britannique.

Selon un documentaire diffusé sur la chaîne de télévision britannique, la « 4 », le lobby sioniste a réussi à recruter la moitié des ministres du Parti conservateur britannique pour servir les intérêts d'Israël et défendre leurs politiques, et ce à travers le paiement de contributions allant jusqu'à dix millions de livres sterling.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le parti des conservateurs devance de plus de vingt points d'avance le parti travailliste dans les sondages d'opinion, et donc c'est pour lui une victoire quasi certaine dans les élections législatives de Mai prochain. Ce qui signifie que les partisans d' « Israël » dans le gouvernement britannique chargé de gérer les affaires du pays, pourront diriger et orienter leurs politiques de lutte contre les Arabes en particulier et les musulmans en général.

Le documentaire souligne que les ambassades des pays arabes au Royaume-Uni organise chaque année des dizaines de réceptions, auxquelles sont invitées diverses personnalités politiques, financières et économiques sans compte les députés britanniques, et n'hésitent pas déboursier des dizaines de millions de livres pour appuyer leurs organisations de bienfaisance et leurs institutions. Alors que dans les coulisses, des associations israéliennes réussissent à recruter la plupart de la Chambre des lords britannique pour travailler au service de la politique agressive israélienne.

Selon le site internet de al-qods-al-arabi, plusieurs membres de la Chambre des Lords et la Chambre des représentants travaillent en tant que consultants pour les gouvernements, les ambassades et les sociétés arabes, en échange de salaires énormes. Ces mêmes ambassades sont choquées par la suite de découvrir que les noms de ces mêmes personnes sont inscrites sur le haut des listes du lobby israélien en Grande-Bretagne.

Rappelons que le parti conservateur doit à l'Arabie saoudite des milliards de dollars, qui lui ont permis de rester au pouvoir pendant plus de vingt ans, et ce grâce au fameux contrat d'armes Al-Yamamah accord signé entre l'Arabie saoudite, et le premier ministre de l'époque Margaret Thatcher dans les années quatre-vingt, d'une valeur de 75 \$ milliards.

Thatcher a réussi ainsi à donner un pouce à l'économie britannique, à l'emporter sur James Callaghan, et surtout à garder les conservateurs au pouvoir, avec l'argent des Arabes.

G. Houbballah

18 novembre

<http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.G.Houbballah.171109.htm>

---

## 5 Russie

### Moscou attend un "gel total" de la colonisation.

Moscou est très attentif au moratoire israélien de dix mois sur la colonisation en Cisjordanie, et appelle l'Etat hébreu à mettre en oeuvre un gel total, a déclaré jeudi Andreï Nesterenko, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères (MID).

"Moscou a accueilli avec attention cette décision du gouvernement israélien qui pourrait contribuer à la détente autour du règlement palestinien-israélien à condition qu'elle soit suivie d'autres démarches conformément aux engagements consacrés dans la "feuille de route", stipule la déclaration de M.Nesterenko, publiée sur le site de la diplomatie russe.

Il s'agit, selon le diplomate, de la nécessité du "gel total" de la colonisation, y compris de leur "croissance naturelle", dans tous les territoires palestiniens occupés, dont Jérusalem-Est.

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a entrepris mercredi une tentative de relancer le processus de paix avec les Palestiniens, en annonçant un moratoire sur l'extension des colonies de peuplement juives en Cisjordanie. Approuvé par le gouvernement israélien, le moratoire en question prévoit une suspension temporaire des nouveaux permis de construire en Cisjordanie pendant dix mois, mais ne mentionne pas de suspension de la construction à Jérusalem-Est ni celle de la construction déjà engagée.

Par conséquent, l'initiative du premier ministre israélien ne satisfait pas pleinement les Palestiniens qui la jugent insuffisante et réclament un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est avant de reprendre les négociations de paix.

L'implantation de colonies de peuplement juives dans les territoires palestiniens occupés est considérée comme le principal obstacle à la reprise des négociations palestinien-israéliennes, suspendues depuis près d'un an.

"A titre bilatéral et au sein de formats multilatéraux, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité de l'Onu et du Quartette de médiateurs internationaux (Russie, USA, UE et Onu) sur le règlement au Proche-Orient, la Russie oeuvrera à la reprise des négociations devant déboucher sur un règlement global et équitable dans la région et la création d'un Etat palestinien indépendant, souverain et viable dans les frontières de 1967... qui coexiste en paix et sécurité avec Israël", lit-on dans le document.

La Cisjordanie compte 121 colonies juives de 300.000 habitants. 180.000 juifs vivent en outre dans les quartiers de Jérusalem que la Communauté internationale considère comme des territoires palestiniens.

26/11

<http://fr.rian.ru/world/20091126/185571533.html>

---

## Monde

### Argentine

### Le criminel de guerre israélien Peres en Argentine.



"Shimon Peres - Président d'Israël, Prix Nobel de la Mort" : Les associations argentines de solidarité avec la Palestine se préparent à l'accueillir lundi 16.11 à Buenos Aires comme il le mérite...

Les sites pro-Israël s'alarment ...

Selon "**Actualités Israël**",

*"La suite présidentielle craint que des agitateurs antisionistes tentent de perturber le voyage officiel du président Shimon Pérès en Argentine, se souvenant de leur expérience au Royaume-Uni, quand Pérès avait été chahuté à l'université d'Oxford pendant son discours par des fanatiques. La surveillance autour de la personne du président va être renforcée."*

**Guysen News International** indique aujourd'hui :

*"Pérès en Argentine : changement dans l'endroit d'une réception*

*Pour des raisons de sécurité l'une des réceptions auxquelles le président israélien Shimon Pérès devait prendre part a été déplacée à un autre endroit, de crainte d'une manifestation anti-israélienne massive. Le président devrait rencontrer en Argentine le président Cristina Fernandez de-Kirchner et des membres de la communauté juive locale."*

<http://ism-france.org/>

[http://www.alterinfo.net/Le-criminel-de-guerre-israelien-Peres-en-Argentine\\_a39309.html](http://www.alterinfo.net/Le-criminel-de-guerre-israelien-Peres-en-Argentine_a39309.html)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19